

DOSSIER

L'agroécologie, une solution ?

défis sud



CORNE DE L'AFRIQUE
Que fait l'Europe ?

Sommaire

CRISE ALIMENTAIRE

P 4-7

La réponse de l'Union européenne à la crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique est-elle à la hauteur des enjeux ? Les systèmes d'alerte fonctionnent-ils ? Sont-ils capés à temps ? Ces questions sont entre autres posées à Jean Feyder, le représentant permanent du Grand-Duché du Luxembourg auprès des Organisations internationales à Genève.

DOSSIER

P 8-23

L'agroécologie, une solution ?

L'agroécologie est multidimensionnelle, car elle correspond à la fois à une discipline scientifique, à un ensemble de pratiques et à un mouvement social de contestation. Mais il serait erroné d'affirmer que tous les avis sont unanimes à propos de l'agroécologie. Ce dossier croise les analyses de plusieurs experts, d'acteurs du Sud et du Nord, concernés pas cette agriculture à la fois ancienne et nouvelle, qui a l'ambition d'apporter de vraies solutions pour l'avenir de la planète.

■ Qu'est-ce que l'agroécologie ?	8-11
■ Un trompe-l'œil ?	11-14
■ L'arme idéale contre la faim au Sahel ?	15-17
■ « Seule, elle ne pourra pas tout régler »	17-18
■ La vie changée des paysans de Thiès	19-20
■ Une révolution agroécologique est-elle en marche ?	21
■ Les ONG à l'avant-garde de l'agroécologie	22-23



© Jean-Jacques Grodent

ANALYSE

P 24-26

Les conflits d'intérêts avec les puissances émergentes, comme la Chine, l'Inde et le Brésil, sont une des raisons fondamentales qui empêchent, depuis huit ans, les pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) et l'Union européenne de finaliser un accord de partenariat économique. Les négociations qui auraient dû s'achever le 31 décembre 2007 sont loin de se terminer. La tâche n'est pas facile, car l'UE et les pays ACP doivent abandonner leur solidarité sur l'autel du nouvel ordre du commerce mondial.

AGIR

P 27

Conflit foncier au Sénégal, crise au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Carrefour paysan en RDC.

Directeur de la publication: Jean-Jacques Grodent. **Rédacteur en chef:** Pierre Coopman. **Conseil éditorial:** Laurent Biot, Christophe Brisme, François Cajot, Nele Claeys (invitée), Pierre Coopman, Thierry Defense, Freddy Destrait, Jean-Jacques Grodent, Marine Lefebvre, Marc Mees, Clémentine Rasquin, François Vandercam, Patrick Veillard. **Collaborateurs:** Charline Cauchie, Patrice Debry, Mohamed Gueye, Inoussa Maïga, François Misser, Patrick Veillard. **Couverture:** maraîchage au Sénégal – Gaël Turine. **Rédaction-Belgique:** Rue aux Laines, 4, 1000 Bruxelles. tél. 32 (0)2 511 22 38 **Rédaction-Luxembourg:** Rue Victor Hugo, 88, 4141 Esch/Alzette. Tél. 352 49 09 96 21 **Réalisation:** Studio Marmelade. **Impression:** Arte Print. **Défis-Sud est une publication de SOS Faim. Défis-Sud est un forum où des auteurs d'horizons divers s'expriment sur les thèmes du développement.** Tous droits de reproduction réservés. Les articles n'engagent que leurs auteurs. Les titres et les sous-titres sont parfois de la Rédaction. Les manuscrits envoyés spontanément ne sont pas rendus.
E-mail : pco@sosfaim.org
Site web : www.sosfaim.org

Imprimé sur papier recyclé. Editeur responsable : Freddy Destrait
rue aux Laines, 4 - 1000 Bruxelles.

Défis Sud bénéficie du soutien de la Direction générale de la coopération au développement (DGCD) et d'un apport du Ministère des Affaires étrangères luxembourgeois (MAE).

Le statu quo ... le début de la fin ?

► L'éditorial de *Freddy Destrait* Secrétaire général de SOS Faim Belgique
et de *Thierry Defense* Directeur de SOS Faim Luxembourg



© Mihnea Popescu.

Freddy Destrait



© Étienne Delorme / Papier Jam.

Thierry Defense

«*Que se passe-t-il quand tout avance autour de soi et qu'on s'efforce de rester immobile ? On finit par être arraché, désarticulé, emporté par le courant, éparpillé en lambeaux flottants.* »¹

Ce monde qui bouge, connaît une multiplication de crises dont certaines sont appelées systémiques, doux euphémisme pour dire que les racines sont peut être atteintes : crises économique et financière, mais aussi climatique et environnementale, démographique, alimentaire et politique.

La récurrence des crises économiques et financières risque d'entraîner une diminution de l'aide publique au développement (APD) et des changements dans les orientations de son financement. Certains pays comme la Grèce, l'Italie ou l'Irlande ont d'ailleurs déjà annoncé la diminution de leurs APD.

L'Union européenne, qui a représenté jusqu'à 60 % de l'APD dans le monde, compte en son sein des membres de plus en plus endettés, alors que des pays comme le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine (les Bric) engrangent des quantités de devises de plus en plus importantes et développent une coopération « énergétique » avec les pays du Sud, en particulier en Afrique. La situation est paradoxale, car certains Bric sont eux-mêmes soutenus par l'APD européenne !

L'Europe est en crise, et il ne serait pas surprenant que les restrictions budgétaires qui s'annoncent soient imputées au contribuable européen. Son argent servira alors à préserver les conquêtes sociales. Les financements de la sécurité alimentaire au Sud ne seront pas jugés prioritaires, loin de là.

Ce monde qui bouge est marqué par la reconfiguration de l'APD. Les questions de politiques de développement s'inscrivent de plus en plus dans les questions économiques et financières globales et sont de plus en plus intégrées dans d'autres politiques dites de régulation, comme le commerce, l'agriculture, la sécurité, l'émigration. Assiste-t-on là aux signes avant-coureurs de la fin de la coopération au développement classique et à la naissance de nouvelles formes de coopération ?

La coopération au développement se métamorphose. Elle est marquée par une croissance exponentielle, au niveau mondial, de nouveaux acteurs privés (fondations et entreprises), dont certains disposent de moyens financiers supérieurs aux APD de pays européens.

Dans ce contexte, les ONG du Nord ne peuvent pas rester enracinées dans une « nostalgie des temps anciens et heureux de l'APD ».

Jacques Attali, cité plus haut, soulignait ainsi que « *de grandes puissances sont mortes pour avoir oublié que le statu quo est le début de la fin* ».

Nous pensons que le futur des ONG du Nord n'est pas déterminé, ni figé ; plusieurs futurs sont possibles. La réalisation de ces futurs dépend certes des tendances lourdes des contextes où elles évoluent mais aussi de leur volonté de créer des points de rupture avec le passé.

1 : Jacques Attali paru dans l'Express du 28 février 2011.

CORNE DE L'AFRIQUE

Crise alimentaire : la réponse européenne

► Un article de *François Misser*

Loin d'être terminée, la crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique a suscité une réponse massive de l'UE. Pas toujours à la hauteur des enjeux. Les systèmes d'alerte ont fonctionné, mais n'ont pas été captés à temps par tout le monde.

François Misser

est correspondant à Bruxelles de BBC-Afrique. Il suit l'actualité africaine depuis 1983 et plus particulièrement les thématiques intéressant l'économie et la conflictualité dans la région des Grands-Lacs. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont « Géopolitique du Congo (RDC) » (Complexe, 2006), écrit avec Marie-France Cros et « Les gemmocraties, l'économie politique du diamant africain » (Desclée de Brouwer, 1997), écrit avec Olivier Vallée.

Près de 14 millions de personnes étaient affectées par la crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique, estimait fin septembre Cees Wittebrood, chef d'unité Afrique Orientale, Australe et Océan Indien à l'Office d'aide humanitaire européen (Echo). Parmi elles, 750 000 couraient le risque de succomber incessamment. En Somalie, la moitié de la population, soit 4 millions de personnes était affectée, dont 2,2 millions dans la région Centre-Sud contrôlée par les milices Al Shabaab, réputées proches d'Al-Qaïda. On comptait également un 1,5 million de déplacés intérieurs et 875 000 réfugiés en Éthiopie, au Kenya et au Yémen. À quoi s'ajoutaient 3 à 4 millions de personnes au Kenya et à Djibouti et un minimum de 6 à 7 autres millions en Éthiopie.

Ces chiffres n'incluent pas l'Érythrée, « trou noir » statistique, où les travailleurs humanitaires étrangers sont jugés indésirables. Echo a tenté en février 2011 de négocier un accès au pays pour l'aide humanitaire. Mais le gouvernement a refusé catégoriquement, prétendant distribuer les vivres lui-même. Hors de question pour la Commission, qui le soupçonne de destiner les vivres aux militaires. Tragique ironie : en Somalie, les régions affectées sont les plus fertiles, les vallées de Shebelle et de Juba, preuve que les conflits interclaniques et l'absence de structures de gouvernement ont exacerbé l'impact de la sécheresse. Ces zones sont contrôlées par les milices Al-Shabaab. Jusqu'en juillet 2011, elles

interdisaient l'accès aux convois humanitaires et interdisent aux habitants de les quitter, alors que l'influence du gouvernement fédéral de transition, soutenu par la Communauté internationale, ne dépasse pas les limites de la capitale Mogadiscio. On n'est pas sorti de l'auberge. « La crise va s'aggraver au cours des prochaines mois, même en cas de pluies abondantes », a averti fin août la commissaire européenne à l'aide humanitaire, Kristalina Georgieva. Et la crise est en train de gagner un nouveau pays : le Sud-Soudan, qui a célébré son indépendance le 9 juillet dernier.

Les systèmes d'alertes ont fonctionné mais...

Face à ces défis, Echo a accru son aide de 97 à 158 millions d'euros en 2011, en plus des 440 millions des États membres, pour fournir de la nourriture, de l'eau potable et des équipements sanitaires. Dans l'ensemble, « les systèmes d'alerte précoce ont bien fonctionné », affirme Cees Wittebrood, « mais ces signaux n'ont pas été captés par tout le monde ».

L'agriculture en Afrique de l'Est n'a pas été la priorité des dirigeants.

La Corne de l'Afrique dispose d'un système unique d'alerte, créé par la Food and Agriculture Organisation (FAO), qui collecte des données sur la production agricole, la pluviométrie et les cours des denrées. Dès octobre 2010, Echo savait qu'une crise sérieuse était en gestation. « Au début 2011, nous fûmes les premiers à mobiliser de l'aide additionnelle pour les partenaires et nous avons augmenté le volume de nos opérations (...) Le conflit en Somalie a entraîné le déplace-



Réfugiés somaliens au Kenya, à la collecte d'eau.

ment de gens qui ont perdu leur bétail et sont devenus dépendants, sans avoir les moyens d'acheter de la nourriture. Et le manque de pluies a créé une raréfaction des ressources, qui attise la concurrence entre éleveurs nomades autour des derniers pâturages», explique Cees Wittebrood. L'information a circulé, mais trop lentement, entre la Commission et les États membres. À la fin septembre 2011, le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) et la Croix-Rouge disposaient des ressources nécessaires pour faire face à la situation.

Discuter ou non avec Al-Shabaab ?

Mais l'accès aux victimes fut rendu difficile par les milices islamistes Al-Shabaab. Elles ont autorisé les organisations déjà présentes dans le centre et le sud de la Somalie, comme la Croix-Rouge et l'Unicef, à continuer leur travail, mais pas le PAM, qui avait été expulsé et qui n'est pas autorisé à revenir. «Du coup, nous avons accru considérablement notre appui à la Croix-Rouge et à l'Unicef. Nous sommes pragmatiques. Certains de nos partenaires outre-Atlan-

tique n'ont pas été autorisés à dialoguer ou à négocier avec Al-Shabaab. Cela a contraint des organisations onusiennes à s'abstenir de telles démarches si elles voulaient continuer à recevoir des financements américains. Dans quelques cas, des sheikhs locaux ont forcé des éléments modérés d'Al-Shabaab à accepter notre aide, malgré le fait que nous refusions de payer la dîme exigée par cette organisation islamiste. La situation ne cesse de fluctuer, elle peut ralentir les opérations mais en définitive, on finit par avoir accès aux personnes en difficulté» explique Cees Wittebrood. «Affirmer que 90 % de l'aide est détournée, comme l'a fait Le Nouvel Observateur, est complètement exagéré», s'insurge le chef de l'Unité régionale d'Écho. Cela dit, pour Rashid Abdi, analyste d'International Crisis Group, «si l'on veut sauver les habitants de Somalie centrale et méridionale, on ne peut pas faire l'économie du dialogue avec les islamistes».

S'attaquer aux causes de la famine

Tout en organisant l'aide d'urgence, la Commissaire Georgieva insiste sur le besoin de s'attaquer aux causes de la fa-

mine. À cet effet, l'UE a lancé, dès 2008, une série de programmes d'adaptation à la sécheresse, de développement rural et de sécurité alimentaire. Malheureusement, ces efforts n'ont pas empêché la crise alimentaire. Une des causes de celle-ci, estime Cees Wittebrood, est que la sécurité alimentaire n'a pas été une priorité pour les gouvernements de Somalie, d'Éthiopie et du Kenya.

Jean-Jacques Grodent, responsable de l'information chez SOS Faim, rappelle qu'en 2003, à Maputo, les pays africains avaient pris l'engagement de consacrer à partir de 2008, au moins 10 % de leur budget national au soutien à l'agriculture et au développement rural. «Or, on ne peut que constater aujourd'hui que moins de 10 pays atteignent cet objectif.» Jean-Jacques Grodent souligne que dans les négociations des programmes indicatifs nationaux de coopération du 10^e Fonds européen de développement (FED), seulement 29 États ACP sur 78 avaient choisi l'agriculture comme secteur de concentration. Et même si ces secteurs sont souvent suggérés par les négociateurs européens, il n'en demeure pas moins que plus des deux tiers des pays ACP n'ont pas fait de forcer pour inscrire l'agriculture dans leurs priorités.

Mamadou Cissokho, président d'honneur du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest, regrette également que l'agriculture en Afrique de l'Est n'ait pas été la priorité des dirigeants. «La preuve en est que les budgets qu'on met à la disposition de l'agriculture, les mesures incitatives et les protections de la production qui font que l'agriculture avance, il n'y en a pas!».

L'eurodéputé socialiste néerlandais, Thijs Berman constate un hiatus entre les dirigeants et les nomades pastoralistes «guère reconnus par leurs propres gouvernements, dont les membres regardent ces nomades pastoralistes comme appartenant à leur passé, comme des survivants de l'âge de pierre» (...) «Ils n'ont qu'à se sédentariser», pensent-ils. «Or, ceci ne peut être la réponse dans ces régions arides, trop sèches, et trop pauvres pour y séjourner en permanence avec du bétail. C'est ce mode de vie nomade qui permet d'avoir une grande production

de bétail, de viande et en même temps sauvegarder la qualité de la terre», témoigne Thijs Berman.

Dumping d'excédents et accaparement des terres

Willem Olthof - de Europaid (lire ci-contre) - signale toutefois que, depuis deux ans, l'Éthiopie consacre plus de 10 % de son budget à l'agriculture. Au moins un quart des ressources du FED accordées aux États de la région vont à ce secteur. Mais d'autres éléments entrent en ligne de compte. Gebeyaw Negussie, journaliste éthiopien, rappelle que dans son pays, la politique foncière de l'État, propriétaire du sol, représente un obstacle au développement, car les paysans ne sont pas assurés de conserver la terre qu'ils travaillent et donc, hésitent à investir. «*En conservant ce monopole de distribution des terres, officiellement guidé par le souci de partager la ressource en fonction des besoins, le parti au pouvoir, l'Éthiopian People Democratic Revolutionary Front, cherche surtout à contrôler les populations*», explique Gebeyaw Negussie. «*Les paysans ont été également découragés par le dumping d'excédents agricoles via les distributions d'aide alimentaire, comme en 2006*», analyse son compatriote Abbas Gnamo, professeur à l'Université de Toronto.

L'accès aux victimes est rendu difficile par les milices islamistes.

L'accaparement des terres a aussi nui à la sécurité alimentaire. Durant la conférence du 4 octobre, consacrée à la sécurité alimentaire par la Commission du développement du Parlement européen, sa présidente, Eva Joly a déclaré: «*Il n'est plus supportable que des pays comme l'Éthiopie dont certaines régions sont classées par l'ONU en situation de crise ou d'urgence humanitaire abandonnent littéralement leur agriculture vivrière en échange d'investissements internationaux et de plantations géantes de palmiers à huile.*»

Au nombre des prédateurs figurent le consortium saoudien Jenat et la com-

Des millions d'euros pour la Corne

De 2008 à 2013, 620 millions d'euros ont été alloués à l'agriculture et à la sécurité alimentaire dans la Corne (dont 209 pour l'Éthiopie, 160 pour le Kenya, 1,5 pour Djibouti, 163 pour la Somalie, et 85,5 pour l'Érythrée). L'UE a de surcroît annoncé en août le déblocage de 175 millions d'euros dont 80 pour la sécurité alimentaire en Somalie.

Le Commissaire au Développement, Andris Piebalgs, qui s'est rendu dans le pays en juillet, a annoncé que ces ressources iraient aux régions disposant de conditions de sécurité et de niveaux de gouvernance minimums, comme au Somaliland et au Puntland, ainsi qu'à la Somalie centrale. Dans ce pays, l'UE finance un programme de dévelop-

pement de 26 millions d'euros, exécuté par la FAO, pour réduire l'insécurité alimentaire, faciliter l'accès aux marchés du secteur privé local et créer des emplois. Un programme d'appui à l'élevage de 2,5 millions d'euros comportant un volet de surveillance vétérinaire et un programme de vaccination a permis d'aider en outre 1,5 million de nomades.

L'UE a également financé un programme de 200 millions d'euros pour l'éradication de la peste bovine en Afrique. «*Mais un facteur aggravant de la crise a été la disparition pour les éleveurs de chèvres somaliens d'opportunités d'exportation, à cause de la crise politique au Yémen, qui est un de leurs marchés d'exportation*», constate Willem Olthof, coordinateur Afrique orientale et australe chez Europaid.

L'insécurité a aussi provoqué l'arrêt de projets FAO d'irrigation de champs de maïs et de sorgho dans la vallée de Shebelle.

pagnie allemande Flora EcoPower qui a annoncé des plans de mise en valeur de 13 000 ha en Éthiopie.

Encore un effort, l'UE !

La sécurité alimentaire figure parmi les quatre priorités de la nouvelle politique de développement de l'UE, présentée par le commissaire Piebalgs le 13 octobre dernier. «*On peut faire beaucoup plus, explique Willem Olthof. Il ne faut pas sous-estimer les infrastructures, les routes de dessertes rurales, la gestion de l'approvisionnement en eau et sa collecte. On peut optimiser l'utilisation de l'eau, encourager la recherche et faire en sorte qu'on l'applique, qu'elle soit disséminée auprès des paysans, œuvrer dans le domaine du crédit agricole, même si ce n'est pas le point fort de la Commission*». Ce faisant, la Commission a pris en compte la résolution du 15 septembre 2011 du Parlement européen sur la famine en Afrique de l'Est, qui regrette que des années d'aide d'urgence aux zones frappées par la sécheresse n'aient pas

été suivies efficacement par des politiques de développement à long terme.

«*Cependant les tentatives d'inciter l'UE à intensifier le dialogue politique sur la question épineuse de l'accaparement des terres n'ont pas été couronnées de succès*», déplore Tsiguerida Walelign, conseillère du groupe des Verts pour le développement au Parlement européen. Au sein des instances européennes, on a aussi peu débattu du lien entre la difficulté de mener une action de sécurité alimentaire en Somalie et le choix politique européen de ne traiter qu'avec un gouvernement qui ne contrôle que Mogadiscio.

Enfin, si le conflit a exacerbé l'insécurité alimentaire, on aurait aussi pu peut-être prévenir des affrontements. «*On aurait sans doute aussi pu faire plus pour l'accès à l'eau, à l'énergie, à l'éducation, à la santé, pour construire des infrastructures, des routes ou des hangars de stockage. Cela aurait évité beaucoup de conflits entre ces ethnies qui partagent les mêmes ressources*», estime Thijs Berman. ■

Jean Feyder : « L'Europe peut faire mieux »

Jean Feyder est, depuis 2005, le représentant permanent du Grand-Duché de Luxembourg auprès des Organisations internationales à Genève. Après avoir été directeur de la Coopération au développement du Luxembourg (1998-2005), il a présidé, entre autres, le Comité pour les pays les moins avancés auprès de l'Organisation mondiale du commerce (2006-2011). Il vient de publier un ouvrage intitulé « La faim tue », aux éditions L'Harmattan. Défis Sud lui a demandé ce qu'il pense des réactions de l'Union européenne aux crises alimentaires.



Un article sur le livre de Jean Feyder est publié sur : www.sosfaim.org

Jean Feyder : La «task force» des Nations unies, qui a été créée en 2008 pour faire face à la crise alimentaire, a estimé que, chaque année, entre 20 et 40 milliards d'euros d'investissements étaient nécessaires, au profit de la petite paysannerie notamment. Au sommet de l'Aquila, en 2009, les grandes puissances se sont engagées à débloquer 20 milliards sur 3 ans. Si l'on regarde ce qui a effectivement été fait, nous restons très loin du compte. La Facilité alimentaire de l'Union européenne, c'était 1 milliard sur 2 ans. Comme contribution globale de l'UE et de ses États membres, des efforts beaucoup plus sérieux et substantiels devraient être réalisés pour arriver à concrétiser les investissements nécessaires. La Belgique a pris la décision courageuse, je tiens à le dire, de réserver 10 % de son aide publique au développement de l'agriculture et d'arriver à terme à 15 %. Je pense que c'est un bon exemple pour les autres États membres de l'Union.

Parmi les évolutions positives, il faut noter que la Banque mondiale a eu le mérite de publier, en 2008, un rapport substantiel sur l'agriculture. Elle n'avait plus publié sur le sujet depuis 1982. Pendant une trentaine d'années, elle avait laissé de côté le problème agricole. Cette négligence vis-à-vis de l'agriculture, on pouvait la reprocher également aux organisations des Nations unies et aux institutions européennes. En 2008, j'ai sa-

lué, à Genève, la présentation du rapport de la Banque mondiale, mais j'ai précisé que le volet commercial restait faible. Le consensus de Washington n'est toujours pas fondamentalement remis en cause. Comment peut-on espérer voir les pays en développement relancer l'agriculture si leurs petits producteurs doivent continuer à faire face à la concurrence internationale ?

Il faut corriger cette inégalité, cette politique contradictoire.

Les différences de productivité entre l'agriculture du Sud et du Nord sont si énormes qu'il est indispensable que l'on mette en place une régulation des marchés agricoles. Cela implique également une augmentation, parfois considérable, des tarifs douaniers, pour que les producteurs nationaux puissent avoir une chance de faire face à la concurrence internationale.

Je plaide pour le même modèle de développement que celui que nous avons appliqué dans l'Union européenne avec des taxations souvent très élevées (de 60 % et plus) appliquées aux céréales, à la viande, aux produits laitiers. Les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) ont un plafond tarifaire de 20 %. Il faut corriger cette inégalité, cette politique contradictoire, il faut introduire une cohérence dans notre politique européenne et promouvoir le même degré de sécurité alimentaire que celui que nous avons appliqué pour nous-mêmes. ■

Propos recueillis par Pierre Coopman

Web

Entretien complet sur
www.sosfaim.org

INTRODUCTION

Qu'est-ce que l'agroécologie ?

► Un article de *Patrick Veillard*

Ce pourrait être l'objet d'une question de jeu télévisé ou de Trivial Pursuit: qu'est-ce que l'agroécologie? Question difficile, qui risque de vous faire rater le camembert tant convoité. Car malgré une popularité croissante, l'agroécologie reste une notion relativement peu connue et difficile à cerner.

Patrick Veillard

Ingénieur de formation, avec une spécialité en sciences des aliments, Patrick Veillard a étudié le journalisme à l'IDJ (Institut de journalisme de Bruxelles). Il est actuellement chercheur au Centre de recherche et d'information des organisations de consommateurs (Crioc), traitant principalement de problématiques liées à l'agriculture et l'alimentation.

Comme le précise un collectif de scientifiques du FNRS¹ tout récemment formé, l'agroécologie est en fait multidimensionnelle, car elle correspond à la fois à une discipline scientifique, un ensemble de pratiques et un mouvement social de contestation. Si l'on tape le terme sur internet, un site nous indique que M. Altieri, l'un des pères fondateurs de l'agroécologie, la définit comme «*l'emploi de principes et de concepts écologiques pour étudier, concevoir et gérer des agroécosystèmes durables*»². L'intégration de l'écologie et de l'agriculture? Une rapide analyse historique permet d'aller au-delà de cette définition quelque peu vague.

Une discipline scientifique en devenir

Même si le terme agroécologie a été utilisé pour la première fois dans les années 30, la discipline scientifique a réellement commencé à émerger dans le courant des années 70-80, avec les publications de quelques auteurs américains tels qu'Altieri, Gliessman, Francis... Ces auteurs proposent alors l'agroécologie comme alternative au modèle dominant d'agriculture industrielle, basé sur l'utilisation intensive d'intrants, l'irrigation, la mécanisation et la sélection variétale. À

l'époque, les premiers impacts de cette agriculture sur la santé et l'environnement – contamination par les pesticides, disparition de la biodiversité, obésité croissante...etc. – commencent à sensibiliser une partie de la population américaine, dans la lignée du succès de l'ouvrage *Silent Spring* de Rachel Carlson³. Ces scientifiques questionnent également le modèle prévalent de conservation de la nature, consistant à séparer production alimentaire et protection de la biodiversité, et proposent en lieu et place d'intégrer au métier d'agriculteur des compétences en gestion de la biodiversité. En Europe, l'agroécologie s'est développée plus tard mais également comme (inter)discipline alliant écologie et sciences agronomiques, autour des questions de production, de conservation et de gestion de la biodiversité ainsi que de l'écologie des paysages⁴. D'abord limité à l'échelle de la parcelle, le concept d'agroécologie va ensuite être étendu aux agroécosystèmes puis à l'ensemble du système alimentaire, rajoutant au champ du système productif *per se* les dimensions d'organisation de filière et de consommation².

Un ensemble de pratiques

L'agroécologie peut également être abordée au travers d'une série de pratiques, ce qui facilite grandement sa compréhension. En s'appuyant sur des savoirs traditionnels et indigènes ou des valeurs sociales, culturelles et politiques, ces pratiques ont ainsi grande-

1: Fonds Belge de la Recherche Scientifique, <http://web.me.com/philogene/Agroecologie.be/Home.html>.

2: Stassart P.M., Baret P., Grégoire J.C., Hance T., Mormont, Reheul D., Stilmant D., Vanloqueren G., Visser M. Août 2011. Qu'est-ce que l'agroécologie? Positionnement pour un cadre de référence du Groupe de Contact Agroécologie FNRS – Belgique.

3: Wezel A., Bellon S., Doré T., Francis C., Vallod D., David C. Janvier 2009. Agroecology as a science, a movement and a practice. A review. *Agron. Sustain. Dev.* 29: 503–515.

4: Stassart P., Claes C. 2010. Agroécologie: le chaînon manquant. Rôle de consommateurs et d'ONG dans les processus émergents d'apprentissages. Innovation et développement durable dans l'agriculture et l'agro-alimentaire. www.isda2010.net.

ment contribué à la popularisation de l'agroécologie, notamment au sein des réseaux de petits agriculteurs⁵. En 2005, le philosophe et essayiste français Pierre Rahbi résumait certaines de ces pratiques: fertilisation à l'aide d'engrais verts et compost, traitements phytosanitaires naturels, respect de la structure et des micro-organismes du sol, sélection de variétés locales et adaptées aux terres cultivées, économie de l'eau et de l'irrigation, source d'énergie mécanique ou animale, aménagements pour lutter contre l'érosion de surface, reboisement des terrains non utilisés et des haies afin de les utiliser comme protections et comme source de ressources naturelles, réhabilitation des savoir-faire traditionnels, pédagogie adaptée aux acteurs de terrain⁶.

L'agroécologie est un concept systémique, intensif en connaissances.

Certaines de ces méthodes peuvent individuellement et/ou spontanément être utilisées dans l'agriculture conventionnelle, mais c'est leur articulation et leur intégration qui donnent à l'agroécologie toute sa spécificité concrète. Il faut à ce titre distinguer l'agroécologie de l'agriculture biologique. Cette dernière reprend nombre de méthodes agroécologiques mais est davantage centrée sur l'élimination des intrants de synthèse, en particulier les engrais et les pesticides, ainsi que l'interdiction des organismes génétiquement modifiés (OGM). Surtout, l'agriculture biologique implique une certification et des labels, correspondant à des spécifications techniques précises (normes) et garantis par des organismes de contrôle⁷.

5 : Brandenburg A. 2008. Mouvement agroécologique au Brésil : trajectoire, contradictions et perspectives. *Natures Sciences Sociétés*. 16 : 142-147.

6 : Rahbi P. L'agroécologie expliquée en dix points. http://www.passerelleco.info/article.php?id_article=484.

7 : Cirad. 2010. http://agroecologie.cirad.fr/layout/set/print/dossiers/L_agriculture_biologique.



Expérience de compostage agroécologique au Kivu, en RDC.

Une solution aux défis de l'alimentation

Le principal avantage des pratiques agroécologiques est qu'elles sont peu coûteuses et donc facilement applicables à l'agriculture familiale. Comme le résume M. De Schutter dans son rapport de mars 2011 pour l'ONU⁸, « *les intrants sont remplacés par le savoir* ». Selon lui, l'agroécologie se révèle comme « *un moyen peu onéreux de se fournir en engrais, à l'aide des effluents d'élevage, de culture ou au travers de la plantation d'arbres, véritables usines de captation d'azote* » et « *diminue ainsi la dépendance des agriculteurs à l'égard des intrants externes et des subventions de l'État* ». M. De Schutter insiste largement dans son rapport sur cette notion d'agroécologie comme solution: solution à la pauvreté rurale, mais aussi à la malnutrition, au changement climatique ou à la perte de biodiversité. Le rapporteur fait ainsi remarquer combien les mono-

8 : De Schutter O. 20 décembre 2010. Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation. Assemblée générale des Nations Unies.

cultures de céréales telles que le riz, le blé ou le maïs ont contribué à des déficiences nutritionnelles dans de nombreux pays en développement. L'intégration du bétail aux céréales, arbres fruitiers, légumineuses, tubercules... sont des moyens de fertiliser les sols, mais aussi et surtout, des sources considérables de protéines et de vitamines. Les méthodes agroécologiques, en renforçant la résilience des écosystèmes agraires, pourraient également être un bon moyen d'atténuer les effets négatifs du réchauffement climatique, caractérisé par l'augmentation du nombre d'événements météorologiques extrêmes tels que sécheresses et inondations.

M. De Schutter cite à ce titre l'exemple du Nicaragua, où l'utilisation de méthodes agroécologiques simples (entre autres diguettes de pierre, rigoles, arbres, labour dans le sens de la pente, haies vives, culture sans labour) ont entre autres permis de diminuer l'érosion liée aux ouragans.

Les grands principes fondant l'agroécologie

Contrairement à l'agriculture intensive conventionnelle qui s'appuie sur l'usage d'intrants externes d'origine chimique, l'agroécologie cherche à intensifier la production tout en respectant les équilibres naturels et en privilégiant le recyclage.

Une agriculture respectueuse de l'environnement

L'agroécologie repose sur un certain nombre de principes pouvant s'appliquer de la gestion d'une parcelle à celle d'un territoire. Les principes clés de l'agroécologie sont :

► **Améliorer le renouvellement de la biomasse** et optimiser la disponibilité des nutriments et l'équilibre des flux de nutriments ;

► **Assurer des conditions des sols favorables** pour la croissance de la plante, particu-

lièrement par la gestion de la matière organique, la couverture des sols et l'amélioration de l'activité biologique des sols ;

► **Minimiser les pertes en énergie solaire**, en air et en eau par la gestion du microclimat, la récupération des eaux et la gestion du sol, à travers une augmentation de la couverture des sols ;

► **Promouvoir la diversification génétique** et des espèces de l'agro écosystème dans le temps et dans l'espace ;

► **Valoriser les interactions biologiques** bénéfiques et les synergies entre des éléments issus de la biodiversité, pour mettre en avant les processus et les services écologiques clés.

Une agriculture plus autonome et plus locale

L'agroécologie se fonde sur un postulat de base : la manière dont l'agriculture traditionnelle a travaillé un écosystème est la source de connaissances la plus pertinente pour comprendre un agrosystème. C'est ainsi que l'agroécologie tente de concilier avant tout les pratiques traditionnelles et bien maîtrisées par les paysans, mais aussi les acquis scientifiques, ainsi que les ressources disponibles locale-

ment (humaines, matérielles et économiques). Elle vise à la réduction des coûts par la réduction des dépendances externes, qu'ils s'agissent d'intrants, d'énergie ou de techniques inappropriées.

Enfin, l'agroécologie constitue une démarche qui, à l'échelle d'un territoire, amène à produire et à consommer une plus grande variété de productions, à une échelle plutôt locale, notamment en favorisant la polyculture et les circuits courts.

Source : bulletin de synthèse d'Inter-Réseaux et de SOS Faim sur l'agroécologie : www.sosfaim.org

Un mouvement social

On le voit, l'agroécologie est un concept systémique, intensif en connaissances et basé sur la durabilité qui remet fortement en question le modèle agronomique dominant – intensif, industrialisé et 'génétifié'. Elle était donc destinée à être récupérée par les mouvements sociaux, à la recherche de solutions face aux effets de la modernisation agricole et de l'économie de marché mondialisée. Cette appropriation a d'abord eu lieu en Amérique Latine, autour de la critique des première et seconde révolutions vertes, de par les liens étroits existant entre les universitaires nord-américains et les acteurs sociaux, notamment les communautés indigènes, les ONG et les syndicats paysans². Au Brésil par exemple, les fortes inégalités agraires et l'exclusion sociale de millions de petits agriculteurs ont facilité l'adoption de pratiques agroécologiques à l'aide d'associations, d'ONG et d'organisations publiques d'assistance

technique telles que l'Emater⁵. Dans d'autres pays, des raisons historiques comme à Cuba (arrêt du soutien de l'URSS) ou politiques comme en Bolivie, au Venezuela ou en Équateur (basculément des gouvernements à gauche) ont facilité l'adoption de l'agroécologie par les mouvements sociaux.

Les monocultures ont contribué à des déficiences nutritionnelles.

L'agroécologie a ainsi servi à défendre un modèle de développement alternatif à l'agriculture industrielle d'exportation, en la rapprochant des concepts de souveraineté et d'autonomie alimentaires et en s'appuyant sur divers rapports scientifiques tels que l'IAASTD⁹.

En Europe, l'agroécologie comme mouvement social s'est relativement peu développée, absorbée par la prééminence et l'institutionnalisation de l'agriculture biologique. D'après P. Stassart⁴, agroécologue de l'Université de Liège, « la mobilisation de la société civile se fait aujourd'hui principalement autour de systèmes agroalimentaires alternatifs, tels que les semences fermières ou les systèmes de garantie participative ». La question des semences est intimement liée aux OGM, véritable 'verrouillage du vivant' par quelques sociétés de biotechnologie. L'idée ici est de se réapproprier biodiversité, particularité gustative et autonomie, en prenant en compte les consommateurs et leurs critères de choix. Les systèmes de garantie participatifs se développent quant à eux depuis 2004 sur les marchés locaux et régionaux de pro-

Science and Technology for Development.
<http://www.agassessment.org/>

9: International Assessment of Agricultural Knowledge,

duits biologiques et consistent à redéfinir les normes (semences, labels), entre producteurs et consommateurs et avec l'appui d'ONG. D'après M. Stassart⁴, tout l'enjeu ici est « la maîtrise et le développement d'un modèle agroécologique, afin de résister aux multiples facettes de la globalisation par le marché ».

Un outil de construction de bien commun

Malgré ces différentes initiatives, l'agroécologie reste clairement minoritaire, à la fois comme science et comme mouvement social. D'après le collectif belge de chercheurs du FNRS, le principal défi auquel la discipline est confrontée est le « verrouillage actuel du régime de production de connaissances », l'enseignement dans les universités ou dans les centres de recherche agronomiques étant toujours largement dominé par l'agriculture productiviste et intensive.

Selon eux, « l'émergence d'un champ de recherche et d'enseignement agroécologique comme alternative crédible au champ de recherche majoritaire est un enjeu majeur de la transition socio-écologique des systèmes alimentaires ». C'est d'autant plus crucial que l'agroécologie, comme on l'a vu, est très intense en connaissances, et qu'il existe donc, au-delà même de sa structuration en tant que discipline scientifique, un énorme besoin en formation et en vulgarisation⁸.

Dans les recommandations finales de son rapport⁸, M. De Schutter parle ainsi en majorité de « politiques publiques centrées sur les services de vulgarisation » et sur « la recherche agricole », en s'appuyant le plus possible sur la coconstruction. Cette forme de « recherche participative décentralisée »

serait, d'après lui, « la mieux à même d'être acceptée et diffusée au sein des réseaux existants d'agriculteurs ». Des auteurs tels que M. Stassart⁴ vont encore plus loin, en prônant des approches de conception des filières agroécologiques en collaboration avec les consommateurs. Dans cette vision, les consommateurs ne sont plus seulement choisisseurs, comme le veut la vision libérale actuelle, mais également des citoyens alimentaires, qui aident à concevoir des systèmes agroalimentaires innovants, au travers notamment de cahiers des charges, de règlements...etc. D'après M. Stassart, de telles formes de dialogue constituent un véritable « outil de construction de bien commun, intégrant équité, environnement, autonomie et solidarité ». ■

RENCONTRE AVEC UN AGRO-ÉCOLOGICO-SCEPTIQUE

Un trompe-l'œil ?

► Entretien avec le professeur Bernard Bodson

Il serait erroné d'affirmer que tous les avis sont unanimes autour de l'agroécologie, de ses méthodes et principes, de ses bienfaits et apports. Bernard Bodson, professeur à Gembloux, remet fortement en question les fondements scientifiques de l'agroécologie.

Défis Sud : Si vous deviez établir une définition de l'agroécologie par rapport à d'autres types d'agriculture, quelle serait-elle ? De quoi parle-t-on quand on parle d'agroécologie ? Quelle est la distinction avec l'agriculture biologique ?

Bernard Bodson : La première chose importante à dire, selon moi, est qu'on ne peut pas qualifier une agriculture de biologique, d'écologique, etc. Je me refuse à ce type de séparation entre les agricultures. Il y a de l'agriculture qui est bien faite et de l'agriculture qui n'est pas bien faite. Et pourquoi n'est-elle pas

bien faite ? Parce que, soit les gens n'ont pas les compétences, soit ils font fi d'un certain nombre de contraintes qu'ils devraient respecter. Quelle que soit l'agriculture, il faut veiller à ce qu'elle soit, premièrement, adaptée aux conditions du milieu où elle est réalisée ; et, deuxièmement, il faut que soit respecté un certain nombre de règles. Le but est évidemment de veiller à ce que la culture, au cours de son cycle de développement, dispose de l'entièreté des éléments nutritifs, du soleil et de l'eau nécessaires pour qu'elle atteigne le meilleur potentiel de rendement (que permet le milieu dans lequel elle pousse).

Ces règles peuvent se résumer de la sorte : fournir de l'eau en suffisance et « faire travailler » le sol et les plantes correctement. Pour l'eau, il faut, en priorité, profiter des précipitations et des réserves contenues dans le sol et, le cas échéant, si celles-ci sont trop faibles, apporter un

Bernard Bodson

professeur à Gembloux Agro-Bio Tech. Il dirige l'Unité de phytotechnie des régions tempérées.



© Xavier Delwaerte / Fugea / S06 Faim.

Une gestion équilibrée de la matière organique des sols est très importante.

complément par de l'irrigation. Ceci doit évidemment se faire de manière parcimonieuse, la plante ayant besoin d'eau en petites quantités et régulièrement. Le deuxième élément est d'assurer et préserver la fertilité des sols : pour que la plante atteigne son meilleur rendement, il faut qu'elle puisse trouver dans le sol les éléments nutritifs en suffisance. Enfin, la protection des plantes m'apparaît comme nécessaire car, dans une culture, il y a des parasites, des ravageurs et d'autres types d'agents vecteurs de maladies qui peuvent compromettre le potentiel de rendement.

Voilà ce que j'appelle de la bonne agriculture. Cela dit, les choix et les moyens mis en place pour y parvenir peuvent varier : dans l'agriculture conventionnelle, on utilise à la fois des intrants naturels et des produits de synthèse. D'autres méthodes, comme l'agriculture biolo-

gique, refusent l'utilisation d'un certain nombre d'intrants parce qu'ils sont de confection industrielle, mais parfois la limite est extrêmement floue ! De toute façon, la plante ne voit absolument pas la différence entre une molécule de nitrate qui vient d'un engrais et celle, identique, produite directement par la minéralisation des matières organiques présentes dans le sol.

« Il faut une agriculture raisonnée basée sur la connaissance. »

Bernard Bodson.

DS : *Donc, s'il y a une différence entre certains types d'agriculture, elle se situe dans les techniques ?*

BB : Oui, mais certains concepts défendus en agroécologie ne sont pas nécessairement plus écologiques que ceux de l'agriculture classique et, en plus, il s'agit souvent de techniques et de principes qui ne sont pas nouveaux ! Des principes qui sont déjà mis en pratique par beaucoup d'agriculteurs dans le monde et même dans les agricultures que certains appellent intensives.

Prenons, par exemple, la lutte contre les pucerons dans la culture de céréales : dans l'agriculture conventionnelle, l'exploitant protège sa culture des pucerons à l'aide d'un insecticide tout à fait respectueux des insectes auxiliaires (coccinelles, syrphes, etc.) tandis qu'en agriculture biologique, on va utiliser un insecticide naturel comme le pyrèthre, un produit qui va tuer indistinctement tous les insectes...

Donc, en fait, tout dépend des pratiques de chacun. Pour moi, il y a autant d'agricultures que d'agriculteurs ! Il n'y a pas une agriculture biologique, ni une agro-écologie, ni une agriculture intensive... Il y a des agricultures bien adaptées à leur milieu écologique et à leur contexte socioéconomique et d'autres qui ne le sont pas. Pour vous donner un autre exemple : dans nos régions, en agriculture biologique, on utilise uniquement de la matière organique pour la fertilisation des sols. Il s'agit principalement des déjections des bovins (sachez que 80 % des superficies en agriculture biologique sont des prairies destinées aux animaux) qui sont récupérées, composées et répandues sur les 20 % de terres de cultures. Le principe est excellent d'un point de vue écologique mais il faut donc se rendre compte que la grande majorité de ce qui est produit sur ces superficies agricoles, ce sont des produits laitiers et de la viande bovine que, paradoxalement au nom de l'écologie, certains, parfois fervents partisans de l'agriculture biologique, voudraient bannir de notre consommation. Il y a là, à mes yeux, une contradiction flagrante.

DS : *Qu'est-ce que c'est, au final, l'agro-écologie ?*

BB : L'agroécologie, ce sont des principes (tout à fait généraux) grâce auxquels on vise à maximiser les apports fournis par des mécanismes présents naturellement dans les écosystèmes agricoles. Ce ne sont pas des méthodes particulières, ce sont des pratiques qui, la plupart du temps, ont déjà cours en agriculture classique mais qui sont mises en exergue par des « spécialistes ». Il s'agit d'une notion véhiculée par une très petite quantité de personnes (des milieux proches des ONG, des inconditionnels de l'agriculture biologique, etc.) et mise en évidence alors que personne n'en a de définition claire. C'est un concept qui est présenté comme solution globale, révolutionnaire, aisée à mettre en place avec une large garantie de succès.

Pour moi, c'est, avant tout, le début d'une prise de conscience par notre société de la nécessité d'une agriculture en tout point performante mais qui n'est pas fondamentalement différente de l'agriculture raisonnée qui est préconi-

sée et développée actuellement. Toutefois, beaucoup préfèrent voir en l'agro-écologie une rupture. Sans doute parce qu'ils ne prennent pas suffisamment en compte l'évolution considérable qu'a connue l'agriculture au cours de la dernière décennie.

Les médias se sont emparés de ce nouveau concept d'autant plus facilement qu'il a été repris par le rapporteur des Nations unies Olivier De Schutter qui en fait un éloge trop peu critique à mon sens. Il y a dans les milieux universitaires des cours d'agroécologie qui apparaissent mais, bien souvent, il s'agit simplement de cours d'agriculture rebaptisés ! Dans d'autres cas, ce sont parfois des rassemblements d'idées qui circulent, pas toujours exactes parce que les personnes qui les développent n'ont pas une connaissance suffisante des bases de l'agronomie et des réalités de l'agriculture... L'idée des fermes-écoles, par exemple, est symptomatique de cet état d'esprit. Partout dans le monde, il y a des écoles d'agriculture et, pendant longtemps, on n'a pas mis suffisamment leur rôle primordial en évidence. Aujourd'hui, on sort le besoin de formation en agriculture comme s'il s'agissait d'une nouveauté révolutionnaire alors que ces écoles existent depuis toujours. Il en est de même pour la vulgarisation auprès des agriculteurs et des éleveurs : elle doit seulement être revalorisée.

« Certains concepts de l'agroécologie ne sont pas écologiques. »

Bernard Bodson.

DS : *Que reprochez-vous aux théoriciens de l'agroécologie ?*

BB : Voyez, le problème réside principalement dans les amalgames qui sont faits entre agriculture biologique, agroforesterie, rejet des productions animales, etc. On formule des généralisations plus que hâtives et hasardeuses : on voudrait étendre quelques exemples donnés à toute la planète. Ce n'est pas parce que, dans des situations locales bien précises, certains modes d'agriculture permettent

de produire plus, qu'ils doivent être développés partout. L'agroforesterie, par exemple, est pratiquée depuis toujours dans les régions tropicales et méditerranéennes. Aujourd'hui, elle est présentée par Monsieur De Schutter, entre autres, comme une solution miracle qui va révolutionner l'agriculture mondiale. Malheureusement, elle n'est possible que là où il y a suffisamment d'eau et surtout d'intensité de rayonnement lumineux. Il est mensonger d'affirmer que l'on peut faire de l'agroforesterie partout. Cependant, parmi les gens qui développent et diffusent ce genre de théories, il y a beaucoup de personnes qui n'ont pas de formation agronomique, qui reprennent le récit de certaines expériences réussies et voudraient les voir généralisées partout. Mais l'agriculture est beaucoup plus complexe et doit prendre en compte des contraintes très variées, inconnues de la majorité de la population.

DS : *Que préconisez-vous pour éviter les malentendus ?*

BB : Il faut une agriculture raisonnée basée sur la connaissance : analyser dans chacune des situations ce qui est possible de produire, comment on peut utiliser au mieux l'eau qui est disponible, les caractéristiques du sol, la capacité qu'ont les plantes à pouvoir grandir convenablement. À partir de ces données, on va mettre en œuvre des techniques nécessaires et appropriées : le travail des sols s'il y a besoin, les restitutions minimales de matières organiques et ou d'engrais, la protection des cultures.

Ainsi, une gestion équilibrée de la matière organique des sols est très importante. En effet, vous n'êtes pas sans savoir que tous les sols (qu'ils soient cultivés de façon intensive ou biologique) abritent une vie microbienne qui se nourrit de la matière organique et qui, de la sorte, émet du CO₂. Tous les sols sont donc soumis à des pertes de carbone organique auxquelles il faut remédier en laissant des résidus de cultures ou en réimportant un minimum de matière organique. La restitution est nécessaire et, dans certaines zones en agriculture intensive, il existait différents systèmes où elle n'était pas prise en compte, ce qui a causé une dégradation de la fertilité. À l'inverse, dans des systèmes où l'on apporte toute la

fertilisation sous forme organique, pour ne pas être dépendant du processus de minéralisation, les quantités épandues sont très élevées. Et, plus il y a matière à détruire, plus la vie microbienne va s'activer et donc rejeter du CO₂ dans l'atmosphère ! En résumé, il faut respecter différents types d'équilibre. Et c'est ça, la mauvaise agriculture, c'est lorsqu'on ne respecte pas ces équilibres...

Défis Sud : Pour vous, un autre débat, celui entre agriculture intensive et extensive, n'a pas lieu d'être quand on parle de solution au problème de la faim. Pourquoi ?

BB : Pour nourrir les 9 milliards d'êtres humains que comptera la planète en 2050, on devra, partout où c'est possible, exploiter convenablement les possibilités de la terre. Il faut produire plus en produisant mieux.

Et pour ce faire, et là je rejoins Olivier De Schutter, il faut de l'éducation : augmenter les connaissances des producteurs pour arriver à une agriculture raisonnée et qui permet une efficacité maximale. Et, n'en déplaise à certains, on va avoir besoin d'intrants tels que les engrais minéraux. On voudrait nous laisser croire qu'il n'y a pas besoin de nourrir les plantes, qu'elles le font toutes seules.

C'est possible lorsqu'on est dans une forêt tropicale et vierge, lorsque rien n'est prélevé et que tout ce qui est produit retourne directement au sol mais, à partir du moment où on récolte, on a diminution des éléments nutritifs à disposition. Pour pousser, la plante prélève dans le sol un ensemble d'éléments minéraux (azote, phosphore, potassium, microéléments, etc.) et, dès qu'un de ces éléments manque, la production diminue très fortement. À partir du moment où il y a consommation, on a besoin d'intrants sinon la plante épuise son potentiel de rendement. Ce sont les lois incontournables de la nutrition des plantes. ■

Propos recueillis par **Charline Cauchie**
et **Pierre Coopman**

L'agroécologie dans le monde

LE CONCEPT PEUT VARIER EN FONCTION DES ZONES GÉOGRAPHIQUES

Dans les pays où les consommations d'intrants chimiques sont dérisoires, notamment en Afrique subsaharienne, les paysans appliquent dans leurs exploitations des techniques qui se rapprochent de l'agroécologie. Une raison simple est que les intrants externes sont souvent trop coûteux (engrais, produits phytosanitaires, irrigation, mécanisation) ou non disponibles. Ainsi, de nombreux agriculteurs connaissent et mettent en œuvre, par exemple, des techniques traditionnelles de maintien et de restauration de la fertilité des sols.

En Afrique

S'il n'est pas évident de quantifier aujourd'hui les surfaces cultivées suivant des pratiques agroécologiques dans le monde, quelques chiffres peuvent toutefois éclairer sur l'importance de son développement. Ainsi, en Afrique de l'Ouest par exemple, plus de 700 000 ha sont cultivés en « conservation de l'eau et du sol »¹ au Burkina Faso, Mali, Niger. Près de 5 millions d'hectares en « régénération naturelle assistée »² (plateau dogon, plateau central burkinabé, zone de Maradi Zinder au Niger). Environ un tiers des cotonculteurs des savanes soudanaises intègrent l'agriculture et l'élevage.

En Guinée-Bissau, Guinée Conakry et Sierra Leone, la gestion traditionnelle des eaux

salées (apport de limons et sel agissant comme herbicide) et douces (lavage des parcelles et irrigation) s'effectue sur plus de 100 000 ha.

Au Brésil

Certains pays émergents pratiquent l'agroécologie à grande échelle. Au Brésil, elle s'est développée sur la base de pratiques agricoles traditionnelles et a été portée par différents mouvements sociaux. Aujourd'hui, ce pays connaît une juxtaposition de grandes exploitations industrielles (avec notamment un fort développement des agrocarburants), une expansion importante de l'agroécologie à l'échelle locale, du fait des mouvements sociaux et de politiques incitatives, et entre les deux, de grandes exploitations pratiquant une agroécologie à « grande échelle », mais dont les caractéristiques environnementales (doses importantes d'intrants chimiques, principalement des herbicides) et sociales (réduction drastique de l'emploi) remettent en cause l'appellation agroécologie pour de nombreux praticiens.

Dans les pays développés où l'agriculture intensive en intrants chimiques domine, certaines pratiques d'agroécologie se développent également depuis plusieurs décennies. C'est notamment le cas en France, en Allemagne, et aux États-Unis.

1 : Actions de conservation de l'eau et du sol (CES) : zaï, demi lunes, cordons pierreux au Burkina Faso et au Niger, les techniques CES permettent de doubler voire tripler les rendements dans les mêmes contextes écologiques.

2 : Régénération naturelle assistée (RNA) : technique d'agroforesterie qui consiste, pour les agriculteurs, à protéger et gérer la régénéscence spontanée des arbres et arbustes sur leurs champs.

Source : bulletin de synthèse d'Inter-Réseaux et de SOS Faim sur l'agroécologie : www.sosfaim.org

L'arme idéale contre la faim au Sahel ?

► Un article de Inoussa Maïga

Produire plus et mieux en préservant mieux l'environnement ! C'est la perspective que propose l'agroécologie. Dans les pays du Sahel, des chercheurs et des vulgarisateurs travaillent à la réalisation d'un environnement sain et productif, sur base des principes de l'agroécologie, indépendamment de toute considération idéologique.

Inoussa Maïga

est journaliste et chargé de programme chez Jade productions (Burkina Faso)
<http://www.jadeproductions.info/>

Pour les chercheurs, l'agroécologie est une discipline scientifique qui utilise les principes écologiques pour concevoir des systèmes de culture, les tester, les évaluer. « Nous cherchons à optimiser la production agricole par des méthodes différentes de ce qui était jusqu'à présent promu », explique Alain Ratnadass, chercheur au Centre de coopération internationale en recherche agronomique (Cirad) à Montpellier. « L'agroécologie, c'est mettre de l'écologie dans l'agriculture. Il s'agit d'explorer les possibilités des processus écologiques et de les utiliser dans la gestion des ressources », ajoute son collègue Rabah Lahmar, en poste au Burkina.

Pour les vulgarisateurs, l'agroécologie est avant tout une boîte à outils, un ensemble de techniques et de pratiques sur le terrain, dans les champs. « Il y a plusieurs façons d'améliorer la production et les rendements, mais c'est l'impact sur l'environnement qui fait la différence. L'agroécologie permet d'améliorer la fertilité des sols, de lutter contre les eaux de ruissellement et contre l'érosion », avance Assane Bokoume de l'Association pour la gestion de l'environnement et du développement (Aged).

« C'est une réflexion commune que nous menons avec les paysans pour les aider à chercher les voies et moyens pour produire suffisamment sur leurs terres sans les détériorer », renchérit Mathieu Sawa-

dogo, directeur fondateur de l'Association pour la recherche et formation en agroécologie (Arfa).

Loin d'être opposés, chercheurs et vulgarisateurs se veulent complémentaires. Ils fondent tous leur action sur les pratiques paysannes observées sur le terrain. « Les paysans développent eux-mêmes de bonnes pratiques agricoles. Nous partons de ces pratiques que nous essayons d'améliorer », explique Mathieu Sawadogo. « On observe les pratiques paysannes, on essaie de les expliquer et on voit comment les optimiser, comment les rendre plus efficaces, plus rentables pour le sol et pour l'agriculteur », ajoute Rabah Lahmar. « Sur ces questions-là, en tant que scientifiques, nous apprenons beaucoup des pratiques paysannes », reconnaît-il.

Des opportunités pour l'agriculture au Sahel...

Chercheurs et vulgarisateurs s'accordent également pour reconnaître les opportunités que les pratiques agroécologiques offrent à l'agriculture dans le Sahel. « Nous avons longtemps été obnubilés par la question de la pauvreté des paysans. Nous nous demandions pourquoi les engrais sont chers, pourquoi les États ne subventionnent pas, pourquoi les États se désengagent de l'agriculture, etc. Ce sont des problèmes réels, mais je pense qu'il y a des solutions ailleurs, dans l'agroécologie », soutient Rabah Lahmar.

« Le plus important c'est l'appui des techniciens et des vulgarisateurs. »

Assane Bokoume.

Les systèmes de production inspirés des principes de l'agroécologie reposent en partie sur l'apport de matières orga-



© Jean-Louis Brocart / SOS Fam.

Au Burkina, il faut travailler à renforcer la confiance dans l'agroécologie.

niques pour l'enrichissement des sols. Disponibles localement et donc peu coûteuses, les matières organiques sont une alternative aux difficultés d'accès aux engrais par des paysans en manque de ressources. Mais cela ne signifie pas que l'agroécologie est une agriculture du pauvre, comme certains ont tendance à le croire, précise Mathieu Sawadogo. « C'est une approche qui demande beaucoup de travail. Il faut que le paysan soit à l'écoute de sa terre, qu'il en prenne soin. Cela l'amène à avoir d'autres comportements. C'est-à-dire après les récoltes, le travail continue. Il faut que le paysan soit présent sur sa parcelle, qu'il travaille à produire la matière organique. »

... mais aussi des défis

Le premier défi que devrait relever l'agroécologie, selon Mathieu Sawadogo, est de permettre aux producteurs de produire suffisamment dans un contexte de changement climatique. « L'agroécologie nous permet de nous adapter aux changements climatiques. Parce qu'aujourd'hui, si nous prenons le répertoire de toutes les activités répertoriées en matière d'adaptation aux changements climatiques, ce sont des pratiques que l'agroécologie prévoit depuis des années. » Le défi majeur de l'agroécologie dans le Sahel est de lutter contre la désertification liée à la carence des sols en matières organiques. « L'agroécologie,

en travaillant par l'apport de matière organique, sur l'association et la rotation des cultures, participe à restaurer le couvert végétal et crée les conditions qui favorisent le développement des plantes », soutient Alain Ratnadass.

« On observe les pratiques paysannes et on voit comment les optimiser. »

Mathieu Sawadogo.

Mais peut-on dire pour autant que l'agroécologie est le meilleur moyen de lutter contre la faim au Sahel ? Sur cette question, chercheurs et vulgarisateurs sont on ne peut plus clairs. « Je ne sais pas jusqu'où l'agroécologie permet de pousser les rendements, mais c'est vraiment un système qui est très bien adapté aux agricultures du Sahel », déclare Rabah Lahmar. Selon le chercheur, le Sahel est en situation limite : les sols sont pauvres, le climat n'est pas favorable, les agriculteurs utilisent très peu d'engrais. « Quand on arrive à comprendre les processus écologiques en jeu, on les met au service de la production agricole, au service de la gestion des ressources. » Même discours chez Mathieu Sawadogo, pour qui l'agroécologie fonctionne comme un outil efficace contre la faim

dans les pays du Sahel. « Tout le travail que nous faisons depuis des années le démontre. Nous sommes convaincus que c'est une voie sur laquelle il faut persévérer », soutient le directeur fondateur de l'ONG Arfa. « Les agriculteurs dans leurs champs associent toujours le mil avec quelques pieds de niébé. On sait que ces associations sont très bénéfiques pour les deux plantes. L'idée, c'est de voir comment utiliser au mieux tout ce qui est positif dans les pratiques paysannes », explique Assane Bokoum.

Des conditions à satisfaire

La vulgarisation des pratiques inspirées de l'agroécologie nécessite la mobilisation des paysans. Une tâche ardue. « C'est difficile, par exemple, d'expliquer aux paysans, à qui on a appris depuis des décennies à labourer, que le labour c'est très mal à cause du problème d'érosion », prévient Alain Ratnadass. Un défi que tente de relever tant bien que mal l'ONG Arfa, depuis plusieurs années, dans l'Est du Burkina. « Ça n'a pas été un cadeau tombé du ciel. Il a fallu vraiment beaucoup d'années de travail et d'insistance », explique Mathieu Sawadogo. « Nous avons commencé avec un groupe de 25 paysans. Année après année, ces premiers paysans ont engrangé des réussites qui ont attiré plusieurs autres paysans. Avec des réalisations qui ont des résultats sur le terrain, on est arrivé à mettre en place un réseau de 400 agriculteurs écologiques. Aujourd'hui ce réseau compte plus de 1800 membres », savoure le premier responsable de l'ONG Arfa. D'où la conclusion que dans la vulgarisation des pratiques agroécologiques, ce sont plus les expérimentations sur le terrain qui permettent de susciter l'engagement des paysans que le discours politique.

De belles perspectives ?

Chercheurs et vulgarisateurs ne tarissent pas de propositions pour une véritable transition vers l'agroécologie. Mais Assane Bokoum prend ses distances vis-à-vis du discours politique. « On n'a pas besoin des politiques. Le plus important c'est vraiment l'appui des techniciens, des vulgarisateurs, et je pense que c'est surtout ça qu'il faut mettre en avant. Si le discours politique prend le dessus, on risque d'avoir de simples effets de mode. On fera trop de tapage pour peu de résultats », prévient-il.

Pour Alain Ratnadass, il faut des incitations financières, car l'adoption des systèmes agroécologiques nécessite une prise de risque par les paysans durant les premières années. «*Par exemple, pour la culture du riz pluvial dans des systèmes avec couverture végétale, la production sera moins forte la première année que dans un système avec labour. Au bout de la deuxième ou de la troisième année, on arrive à l'équilibre et, après plusieurs années, la production avec couverture végétale dépassera largement celle sur labour*», explique le chercheur. Les paysans du Sahel n'ayant pas d'assurance,

«*ce serait bien que les pouvoirs publics subventionnent ce genre de système*», préconise-t-il.

Ces subventions sont nécessaires et justes, car les pratiques agroécologiques rendent des services écologiques aux communautés entières. Rabah Lahmar, lui, s'attarde sur le rôle de la vulgarisation de l'agroécologie, qu'il souhaite voir intégrée dans les programmes de formation des écoles d'agriculture au Sahel.

Pour Mathieu Sawadogo, il faut travailler à renforcer la confiance dans l'agro-

écologie dans le monde paysan. «*Les pratiques agroécologiques ne sont pas encore suffisamment encouragées et financées.*

C'est vrai que l'État intervient déjà dans la promotion de l'utilisation des matières organiques et la production des plants. Mais ces interventions ont besoin d'être organisées dans un cadre plus global, plus cohérent», dit-il. Car «*actuellement il y a des gens qui peuvent intégrer une partie de l'agroécologie et juste à côté ils mènent des actions tout à fait contraires à ce qu'elle préconise.*» ■

DÉFENSE CONSTRUCTIVE DE L'AGROÉCOLOGIE

«**Seule, elle ne pourra pas tout régler**»

► Entretien avec *Marjolein Visser*

La question de la sécurité alimentaire ne doit pas se résumer à un problème du meilleur rendement par hectare. C'est ce que l'agroécologie, comme la conçoit Marjolein Visser, veut démontrer.

La lutte contre la faim de nos jours et à l'horizon de 2050 n'est pas qu'un débat agronomique. Il est (peut-être encore plus) politique. D'une part, en termes de croyance en l'un ou l'autre type d'agriculture, les agronomes devraient s'avouer qu'ils ne sont pas uniquement guidés par leurs convictions scientifiques mais également par leur façon de voir le monde.

En anglais, la définition de l'agroécologie, très abrégée, paraît peut-être plus explicite, même si elle reste difficile à traduire : Ecology of food systems. Ainsi, une discipline un peu moins jeune se dessine derrière l'agroécologie : l'écologie. C'est en cela que, par exemple, on peut comprendre la distinction avec l'agriculture biologique : l'agroécologie va plus loin et se place délibérément au-dessus de la mêlée pour mieux pouvoir critiquer tous les types d'agriculture, y compris l'agriculture biologique.

En effet, l'agroécologie ne se limite pas à dresser un cahier des charges de choses à ne pas faire, de techniques à ne pas suivre. Ainsi, contrairement à ce que Bernard Bodson pourrait lui répliquer, Marjolein Visser ne pense pas que les agronomes soient les seuls et les mieux placés à débattre d'agroécologie, car le problème de la faim n'est pas qu'un problème agronomique : c'est, selon elle, avant tout, un problème politique. Et c'est cela qui le rend si complexe et si passionnant.

L'agronomie ne se pratique pas dans un vide politique

Les interrogations qui démantent se formulent toujours à peu près de la même manière : «*Le bio ou l'agriculture paysanne peuvent-ils nourrir la planète ?*», «*Peut-on se passer de l'agriculture industrielle ?*» Poser la question en ces termes est, en fait, peu efficace. Les études qui prouvent que l'agriculture paysanne ou à petite échelle (tout comme l'agriculture biologique et écologique, d'ailleurs) produit autant que l'agriculture conventionnelle, commencent à s'amorcer. Toutefois, se développent, de façon proportionnelle, les contestations et désaccords entre agronomes défendant des vues oppo-

Marjolein Visser

est professeur au sein de l'École interfacultaire de bio-ingénieurs de la Faculté des Sciences de l'Université Libre de Bruxelles. Elle mène ses recherches au Service d'Écologie du paysage et des systèmes de production végétale (EPSPV). Enfin, elle est membre d'un groupe de contact créé au FNRS qui s'est fixé pour objectif la réflexion scientifique sur l'agroécologie (web.me.com/philogene/Agroecologie.be/Home.html).

sées. Pour Marjolein Visser, il est normal, voire intuitif, de considérer qu'une agriculture à petite échelle, appuyée par de la main-d'œuvre familiale est potentiellement plus productive à l'hectare qu'une agriculture industrielle à grande échelle : on est beaucoup plus attentif à « notre » petite superficie, on sait mieux la gérer et anticiper les problèmes et, surtout, on sera plus attentif aux rendements à l'hectare. En effet, selon Marjolein Visser, un tractoriste qui entretient mille hectares d'une seule culture et qui est payé deux dollars par jour quels que soient ses résultats, n'apportera pas la même attention à son champ qu'un petit producteur local...

Dès lors, pourquoi beaucoup continuent-ils de penser qu'une agriculture profite de l'économie d'échelle comme toute autre activité économique ? Parce que bien souvent, par unité de main-d'œuvre et grâce à l'abondance de pétrole pas cher, on arrive à produire des matières premières pas chères mais, dès qu'on intègre les intrants en termes énergétiques, comme le fait l'agroécologie, on se rend compte que le rendement énergétique d'une agriculture à grande échelle est en dessous de 1 (ce qui signifie qu'elle produit moins d'énergie que ce qu'elle n'a consommé).

« L'agroécologie ne se limite pas à dresser un cahier des charges. »

Marjolein Visser.

Pour Marjolein Visser, même les agronomes qui n'ont jamais eu de cours d'écologie en ont conscience mais, tant que ces aspects ne seront pas pris en considération par tous, les scientifiques continueront d'engager un dialogue de sourds en ne débattant, en fait, pas des mêmes choses. Enfin, on sait que les agricultures primitives avaient un bien meilleur rendement énergétique mais qu'effectivement, leur rendement à l'hectare était moindre. La question est donc : de quel rendement parle-t-on au final ? On peut étendre ce questionnement au rendement du travail par rapport au rendement du capital : qu'est-ce qui importe finalement le plus dans une perspective de durabilité ?

Pour Marjolein Visser, les agronomes ont du mal à accepter le fait qu'ils sont subjectifs dans leurs recherches. Selon elle, s'ils arrivaient à assumer leur côté politique, ils communiqueraient beaucoup mieux entre eux, au-delà du sempiternel reproche lancé à tue-tête : « ce que vous affirmez n'est pas scientifique ».

L'agriculture ne résout pas le problème de la faim

Lorsqu'on évoque la souveraineté alimentaire, on insiste trop souvent sur la production de nourriture. On ne parle jamais de la consommation, de la façon inégale de la distribuer (800 millions de personnes souffrent de malnutrition et presque autant d'obésité) ou des pertes (un sixième de la production est perdu avant ou pendant la transformation) et des gaspillages (un sixième est jeté par la grande distribution et un autre sixième est gaspillé par les ménages) au cours de la chaîne. Toutes ces questions dépassent bel et bien la sphère de l'agriculture mais elles sont liées et essentielles, affirme Marjolein Visser, et c'est en cela que l'agroécologie s'inscrit aussi comme un mouvement social et politique portant des revendications nouvelles sur la scène internationale.

À ce niveau, Marjolein Visser dénonce les effets de la colonisation qui ont énormément dégradé certaines pratiques agricoles au Sud, mais aussi des politiques agricoles et alimentaires qui restent très inappropriées, voire inexistantes : l'achat d'engrais inadaptés et de très mauvaise qualité (les « restes » du marché occidental) n'en est qu'un exemple. En effet, les aberrations qu'elle a pu relever de sa propre expérience sont légion. Pour elle, les pays en voie de développement fonctionnent au travers d'une agriculture de subsistance que l'on a voulu et qu'on voudrait moderniser à l'aide d'intrants chimiques et de machines très sophistiquées et coûteuses alors que l'agriculture et les techniques pratiquées au Nord ne peuvent se transposer au Sud. Marjolein Visser y voit un déterminisme géographique : le climat et les sols des régions intertropicales se prêtent beaucoup moins bien à l'utilisation d'engrais chimiques, de pesticides et de machines lourdes. Pourtant, les étudiants agronomes africains arrivent en Europe avec une conception du développement agricole biaisée et la

volonté de reproduire chez eux ce qui est pratiqué au Nord. Ce que la scientifique a vu en Afrique de soi-disant « agriculture moderne » l'a toujours frappée par son amalgame entre introductions occidentales et pratiques locales, en plus de son caractère mal raisonné. Ainsi, aux Philippines, elle a été confrontée à des paysans dont les cultures étaient totalement manuelles, qui utilisaient des semences de maïs OGM et du Roundup sur leurs cultures en pente raide : un non-sens économique et écologique.

Selon Marjolein Visser, une question toujours en suspens est de comprendre les raisons pour lesquelles le Nord a une agriculture si « avancée » : pourquoi utilise-t-on autant de machines et d'intrants industriels alors qu'au Sud, avant la colonisation des terres, le système agraire en était à un stade qui correspondait à une agriculture de l'aube de nos régions ?

Pour elle, l'agriculture consiste, avant tout, en l'art de gérer des compromis. Concernant la mécanisation, par exemple, celle-ci est nécessaire partout mais elle doit être à la fois adaptée à l'homme, à ses moyens économiques et aux exigences écologiques. Enfin, dernier exemple, celui de l'agroforesterie : l'agriculture conventionnelle condamne cette pratique car la plantation d'arbres au milieu des champs gênerait la mécanisation. Toutefois, le problème, toujours abordé à sens unique, devrait être pris dans l'autre sens : si l'on accepte que la présence d'arbres peut être bénéfique pour la culture, pourquoi ne pas concevoir des machines qui tiendraient compte de ces arbres dans le champ ?

Il s'agirait d'une toute autre façon de concevoir le génie rural et, plus largement, l'agriculture. Mais, pour Marjolein Visser, le chemin est encore long avant que ce genre d'idées fleurissent dans la tête des agronomes de tous bords... ■

Propos recueillis par Charline Cauchie

AGROÉCOLOGIE AU SÉNÉGAL

La vie changée des paysans de Thiès

► Un article de *Mohamed Gueye*

À la différence de l'agriculture biologique pratiquée pour les besoins d'une clientèle dite aisée, achetant des légumes labellisés bio, l'agroécologie est appliquée par des paysans sénégalais ordinaires, qui produisent pour nourrir leurs familles, à des coûts relativement supportables pour tous.

La réussite des expériences d'agroécologie dans le département de Thiès a attiré l'attention des pouvoirs publics. Dans un pays où les objectifs officiels sont de réaliser l'autosuffisance alimentaire par tous les moyens et dans les délais les plus brefs, la volonté de certains producteurs de montrer que l'agroécologie préserve les ressources de la terre est suivie avec intérêt.

Le docteur Assize Touré, directeur du Centre de suivi écologique de Dakar (CSE), estime que l'agroécologie est un domaine transversal, dont la réussite dépend de la stratégie mise en place pour ralentir et freiner la détérioration des ressources et des zones de production. Le projet « Infoclim » qui a été initié par son Centre, en partenariat avec la Fédération des ONG paysannes du Sénégal (Fongs), a obtenu des résultats que les paysans continuent à vanter.

À Notto, à environ 90 km de Dakar, des paysans racontent que grâce au projet Infoclim, ils ont maintenant une nouvelle manière d'appréhender leur activité économique, qui s'intègre mieux à leur environnement.

Adaptation et collaboration

Ibrahima Paul Thiao, de la Fongs, a été la cheville ouvrière du projet : « Par un dialogue fécond entre les producteurs agricoles, les techniciens et les chercheurs, nous avons pu disséminer de nouvelles

variétés agricoles à très grand rendement, comme le niébé fourrager. Cette variété, largement répandue dans la zone d'intervention d'Infoclim, est aujourd'hui fort demandée dans d'autres parties du pays. »

La collaboration entre chercheurs, techniciens agricoles et scientifiques, ne s'est pas limitée au niébé fourrager. Paul Thiao explique : « Du fait de nombreux programmes agricoles spéciaux initiés ces dernières années par le gouvernement, nous avons reçu de mauvaises semences de manioc. Une des conséquences a été le développement de diverses maladies du manioc dans la région. Mais avant de se lancer dans des spéculations sur les causes et les origines des problèmes notés, les paysans se sont concertés avec les chercheurs, pour comprendre le phénomène. Ensemble, ils ont effectué la traçabilité des boutures réceptionnées. Et c'est ainsi que nous avons pu éradiquer un mal qui menaçait de détruire toute la production de manioc dans la zone de Notto et, qui sait, de gagner d'autres parties du pays. »

Et pour faire face à la raréfaction de la pluie, les paysans ont sollicité les chercheurs afin qu'ils mettent à leur disposition des semences de mil et d'arachide à cycle court. Dans la communauté rurale de Fandène, à une dizaine de kilomètres de Thiès, commencent à se développer des expériences de culture au goutte-à-goutte.

Préserver les arbres

La synergie créée par Infoclim entre les différents acteurs de la région de Thiès a apporté des réponses satisfaisantes à la dégradation des certains terroirs traditionnels. Dans le département de Notto, connu pour les dégâts causés par l'érosion pluviale, une nouvelle percep-

Mohamed Gueye

est le chef du « desk » économie au journal sénégalais *Le Quotidien*. Il est le correspondant de *Défis Sud* au Sénégal depuis quatre ans. L'ensemble des articles rédigés par Mohamed Gueye est accessible sur www.sosfaim.org



© Xavier Delwaertre / Fugear / SOS Faim.

La réussite de l'agroécologie dépend de la stratégie mise en place.

tion de l'environnement et de la responsabilité des hommes semble voir le jour. Ainsi, Nahass Ngom, du village de Pout Diack, membre du comité changement climatique mis en place par les villageois dans le cadre du projet Infoclim, explique comment les habitants de cette communauté rurale en sont venus à comprendre la nécessité de préserver les arbres. « Il y a des années, notre zone comprenait de nombreuses forêts. Bien sûr, la recherche du bois de chauffage, la fabrication des meubles et même la construction de nos maisons, tout nous poussait à couper des arbres, que l'on ne songeait pas à remplacer. Nous estimions que tout ce qui était là, Dieu nous l'avait donné dans son infinie miséricorde ».

« L'agroécologie est un domaine transversal dont la réussite dépend d'une bonne stratégie. »

Assize Touré.

Même quand, sous la force des changements climatiques, des bourrasques de vent ont commencé à détruire leurs

maisons, et que des pluies de plus en plus violentes dégradent leur habitat en creusant de grosses ravines, un grand nombre de gens ne liaient pas ces phénomènes à l'action humaine. Il ajoute qu'il a fallu « beaucoup d'échanges avec les scientifiques, et avec d'autres habitants d'autres terroirs, pour que nous comprenions notre rôle et notre responsabilité dans ce qui nous arrivait ».

Des mesures ont suivi, parfois très draconiennes. Aujourd'hui, dans la zone, la coupe de bois est fortement réglementée, « car on a compris que l'arbre fait partie des éléments déterminants de l'environnement, donc de notre vie. Si le besoin se fait sentir de couper un arbre, il faut que celui qui le coupe songe à le remplacer. Cela nous a conduit à développer des pépinières villageoises, avec différentes variétés d'arbres », explique Nahass Ngom. Les techniciens agricoles mettent à la disposition des paysans les espèces dont ils ont besoin.

Le Dr Assize Touré explique qu'il s'agit d'encourager la régénération des espèces locales, car les techniciens croient

que les meilleurs arbres sont ceux qui ont toujours existé dans la région, et qui tendent à disparaître du fait des abat-tages sauvages. Mais ils peuvent comprendre que les paysans préfèrent parfois planter des arbres qui ont un fort potentiel de génération des revenus, comme des arbres fruitiers.

Sécurité alimentaire et vie digne

Est-il raisonnable de penser que l'agroécologie permet d'atteindre la sécurité alimentaire ? Le directeur de la CSE et le représentant de la Fongs n'ont pas une réponse tranchée.

Le Dr Touré explique que si les complémentarités entre les savoirs paysans et les connaissances des chercheurs peuvent améliorer les rendements, les phénomènes liés aux fortes vagues de chaleur que le pays connaît depuis quelques années, et qui s'accompagnent de la diminution de la pluviométrie, ne peuvent être réglés que par des politiques à l'échelle des pays et des continents.

Pour lui, ce sont les actions globales qui peuvent avoir un impact certain sur la réalisation de la sécurité alimentaire. Paul Thiao déclare : « La sécurité alimentaire fait appel à beaucoup de facteurs exogènes, et bien sûr, à quelques facteurs locaux, qui dépendent du comportement du paysan. S'il y a besoin d'une prise de conscience des producteurs sur les enjeux des changements climatiques, il y a aussi l'autre dimension, qui demande des changements politiques sur les structures, sur l'orientation des programmes nationaux, parce qu'on a vu que toutes les stratégies paysannes localisées ont un impact faible par rapport à l'ampleur du phénomène. »

Faute d'affirmer pouvoir atteindre l'autosuffisance alimentaire avec leurs seules expériences et leur savoir, les acteurs impliqués dans la promotion de l'agroécologie au Sénégal estiment que le plus important est d'avoir réussi à développer des stratégies de survie pour les populations locales, qui permettent à ces dernières de continuer à vivre en toute dignité sur leur terroir, et d'y recréer un mode de vie auquel ils sont habitués, qui n'agresse pas leur environnement. ■

Une révolution agroécologique est-elle en marche ?

► Entretien avec Gaëtan Vanloqueren

Travailler dans l'urgence implique bien souvent le choix de solutions rapides, peu importe qu'elles visent le court ou le long terme. Pour réagir aux crises alimentaires, Gaëtan Vanloqueren remarque que c'est en général la première voie qui est choisie au détriment d'investissements durables tels que l'agroécologie.

Défis Sud : Ya-t-il des avantages pour un paysan à opter pour des pratiques agro-écologiques ?

Gaëtan Vanloqueren : Évidemment, celui qui demanderait aux paysans de changer de modèle par simple idéologie ou souhait de protéger la nature serait, malheureusement, plutôt un utopiste. Si l'aspect écologique fait largement consensus (principalement l'amélioration de la fertilité des sols, la diminution des pesticides, le stockage de carbone, et la maximisation de la biodiversité), l'intérêt de l'agroéconomie se situe à différents niveaux : économique, écologique, humain et même politique. Les agriculteurs sont des acteurs économiques au même titre que les autres.

DS : L'agroécologie en est encore à ses débuts. Comment lui conférer une véritable portée politique ?

GV : Dans la plupart des pays en voie de développement, il y a très peu de politiques agricoles locales et ce sont souvent les « politiques » des donateurs qui déterminent tout. Les autorités locales sont parfois non pas face à un choix entre différents modèles mais face à un choix de dire oui ou non à un modèle proposé par les donateurs. Et si les taux de pauvreté et d'insécurité alimentaire sont immenses, refuser un projet parce qu'il est de court terme et aurait des inconvénients à long terme est impossible.

L'agroécologie a peu de soutien chez les acteurs économiques dominants, tandis que les organisations internationales

ne se positionnent pas clairement et expriment indistinctement leur soutien à ce que les pays veulent financer... Mais le rapport sur l'agroécologie publié par Olivier De Schutter a stimulé un nombre de discussions et un intérêt très important au plus haut niveau. Le Rapporteur spécial a été invité dans plusieurs capitales européennes afin de présenter ses conclusions aux agences nationales de coopération au développement. Certaines agences ont d'ailleurs préparé des séminaires internes pour cerner de plus près comment dessiner leur implication. À Washington, Olivier De Schutter a été invité au Congrès (il faut reconnaître que des ONG américaines ont facilité l'événement, mais cela n'en reste pas moins un pas en avant). L'intérêt est très fort, même s'il ne se traduit pas encore forcément en décisions budgétaires. De nombreux acteurs prennent conscience que les modèles agricoles à promouvoir en 2011 ne sont pas ceux de 1943 lorsque la « révolution verte » était lancée : il faut innover dans les manières de produire au mieux tout en respectant l'environnement.

DS : Plus que de révolution, il faut parler de transition ?

GV : Oui, et les transitions sont en général lentes. Dans le domaine scientifique également. Toutefois, l'on constate que le plus grand institut francophone en recherches agronomiques (l'Inra en France) a fait de l'agroécologie sa deuxième priorité de recherche. Les efforts d'expertise d'institutions indépendantes telles que l'International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development (IAASTD), le programme des Nations unies de l'environnement, qui utilisent le terme d'écogriculture, sont les preuves d'un tournant ! En Belgique, il y a aussi des groupes de recherche s'intéressant à l'agroécologie. Le vent est en train de tourner à la suite des efforts de certains réseaux, qui ne sont cependant pas dominants. ■

Propos recueillis par Charline Cauchie

Gaëtan Vanloqueren

est chercheur en agronomie à l'Université catholique de Louvain mais également coordinateur et conseiller principal d'Olivier De Schutter, le Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation. Il s'exprime ici à titre personnel.

LE POINT DE VUE D'OXFAM-SOLIDARITÉ

Les ONG à l'avant-garde de l'agroécologie

► Entretien avec *Brigitte Gloire*

Pour Brigitte Gloire, la notion d'agroécologie ne sort pas de nulle part : « L'idée de développer une agriculture qui prenne en compte son environnement remonte à plusieurs décennies déjà. »

Brigitte Gloire

Ingénieure agronome de formation, Brigitte Gloire est chargée du développement durable au sein d'Oxfam-Solidarité. Elle met l'accent sur l'importance donnée par les ONG à l'agroécologie. Il s'agit avant tout d'allier le social et l'environnemental en favorisant une agriculture durable et équitable.

Même si les termes n'étaient pas pareils, c'était pourtant bien les questions qui étaient déjà débattues en 1980 à Bruxelles lors d'un colloque de la Fédération internationale des mouvements de l'agriculture biologique (IFOAM) auquel Brigitte Gloire participait. « Les organisations qui se sont spécialisées en sensibilisation autant qu'en plaidoyer politique autour de l'agroécologie existent depuis très longtemps mais, aujourd'hui, les crises environnementales, climatiques et alimentaires font de l'agroécologie une priorité : comment garantir de la production de nourriture pour 9 milliards d'êtres humains en 2050 ? »

À l'instar de Marjolein Visser et de Gaëtan Vanloqueren, Brigitte Gloire pense qu'il faut comprendre l'agriculture comme une activité systémique qui interagit avec les questions de santé des populations, celles touchant à la flore, à la faune et aux micro-organismes des terrains agricoles et à laquelle il faut appliquer le principe de précaution.

Pour nourrir la planète, le problème n'est pas dans les quantités

Les pratiques mises en évidence par l'agroécologie (l'école au champ, le fait de ne pas incorporer d'intrants de synthèse, par exemple) se réfèrent, certes, à des procédés ancestraux mais le concept se consolide à l'aide d'un cahier des charges rigoureux et surtout grâce aux rapports scientifiques qui se succèdent (principalement celui de l'IAASTD en 2008 et celui de Jules Pretty de l'Université d'Essex au Royaume-Uni) et qui

viennent encourager un passage à des décisions politiques d'envergure nationale ou internationale.

« Toutes les expériences compilées par Jules Pretty (une étude réalisée sur les approches agroécologiques dans 286 projets menés dans 57 pays en développement et couvrant une surface totale de 37 millions d'hectares) démontrent que l'agriculture familiale agroécologique peut conduire à une augmentation moyenne des rendements allant jusqu'à 79% ». Aux yeux de Brigitte Gloire, l'agroécologie est donc une alternative crédible en termes d'augmentation de la production « car c'est sur ce point que beaucoup de gens nous attendent et, justement, les études commencent à se multiplier qui analysent aussi les avantages économiques des pratiques agroécologiques à côté de la dimension sociale et environnementale ; surtout lorsqu'on sait que l'agriculture industrielle a atteint ses limites de rendement et que la révolution verte à haute consommation d'intrants stagne, la question est doublement posée ».

Se protéger est un droit

Cependant, depuis le départ, la sécurité alimentaire n'est pas un problème de quantité mais bien d'accès et de priorisation : « Quand les gens viennent avec la solution du rendement, la première question qu'il faut se poser est : à quoi sont utilisées les terres agricoles ? Elles ne répondent pas à la fonction nourricière. Cela doit redevenir la priorité ! La moitié des céréales à l'heure actuelle sont destinées au bétail et aux agrocarburants... » Les politiques, en Afrique, par exemple, ont mis la priorité sur les cultures d'exportation comme le coton mais pas sur le sorgho, le mil ou d'autres céréales sèches. « Le problème se pose aussi chez nous : la Belgique à l'heure actuelle n'est pas autosuffisante en blé. On n'a pas pri-

vilégié les céréales panifiables mais bien le blé à très haut rendement utilisé pour l'ensilage ou les agrocarburants.» On sait qu'il y a des régions du monde qui ne sont pas autosuffisantes et qui ne peuvent l'être... «Mais si une partie du territoire convient moins à l'agriculture, on peut négocier comme le fait le Sahel: échanger son bétail en Afrique côtière contre des aliments.»

« L'agriculture interagit avec les questions de santé des populations. »

Brigitte Gloire.

Cependant, ces choix doivent se faire en concertation entre gouvernements et producteurs: «Un pays comme le Mali s'était fixé un ratio coton-céréales mais avec la libéralisation, c'était tombé à l'eau... Se protéger est un droit, ce n'est pas du protectionnisme. Si le droit à l'alimentation est contrecarré par les importations, des mesures doivent être prises à différents niveaux (et aussi chez nous pour abolir le dumping).»

Acheter local ne suffit pas

De plus, il faut, selon Brigitte Gloire, dénoncer le fait que de nombreuses multinationales vont faire de l'agriculture bio au Sud et, ainsi, priver les locaux d'une partie de leurs surfaces de production: «Les échanges internationaux ne doivent pas être faits au détriment d'une consommation locale. Il faut repenser nos produits de consommation en fonction de leurs impacts sociaux et environnementaux.»

Acheter local ne suffit pas si la production a été très impactante pour l'environnement, et acheter bio n'est pas une bonne chose si cela se fait au détriment de la sécurité alimentaire au Sud: «Ce que nous demandons maintenant, c'est d'être plus informés sur les effets négatifs à la fois sociaux et environnementaux du produit consommé et ce, du début de la chaîne jusqu'au déchet. Les labels sont insuffisants et travailler à les renforcer est important.» Dans ces conditions, consommer intelligemment paraît un défi hautement complexe. Comment s'y prendre? «Le premier critère, c'est

Hans Herren : « L'agriculture durable pour nourrir la population est la voie à suivre »

Hans Herren, scientifique internationalement reconnu, est président du Millennium Institute depuis mai 2005 et co-président de l'International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development (IAASTD) qui a établi, en 2008, un rapport très complet sur la situation actuelle de l'agriculture. En passant en revue les domaines des sciences, technologies et connaissances agricoles, les conclusions des experts de l'IAASTD visent à mieux définir ce que nous devrions faire dans les cinquante années à venir pour résoudre les questions environnementales et de sécurités alimentaire et nutritionnelle.

Le rapport de l'IAASTD de 2008, a été mondialement reconnu et diffusé, notamment par le Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter. Depuis cette date, Hans Herren déplore que les seules mesures qui aient été concrétisées se limitent à la rédaction de nouveaux rapports

venant confirmer les conclusions des précédents: «C'est une perte de temps alors que des gens meurent de faim. Le message-clé a été édulcoré depuis trois ans. 58 pays dans le monde entier l'ont adopté mais, aujourd'hui, nous devons avancer.»

Aux yeux de Herren, un changement de paradigme est nécessaire. Un passage par les technologies est obligé mais celui-ci doit s'inscrire dans une transition vers une agriculture durable et écologique: «Il faut employer les bons termes, il s'agit d'agroécologie. Si vous voulez régler le problème des gaz à effet de serre (GES), il faut miser sur cette agriculture-là car elle peut en absorber beaucoup!» Pour lui, il est scandaleux que l'agriculture industrielle, qui fournit 30% de l'alimentation mondiale, soit responsable de 44 à 57% des émissions. Il faut travailler à la cause du problème et assurer la transition entre une agriculture productiviste et une agriculture durable qui produira tout autant voire plus en

étant multifonctionnelle: «L'agriculture de demain doit pouvoir supporter les changements climatiques, être créatrice d'emplois partout dans le monde. Les agriculteurs sont les laissés-pour-compte de la société alors qu'ils sont aussi importants que les médecins, il faut revaloriser leur statut et ce n'est pas en descendant les prix des aliments qu'on y parviendra. Dans les champs, il faut prévoir des couloirs multifonctions, des fermes familiales de différentes tailles et faire revenir les animaux au sein des exploitations.» Si les gouvernements investissaient seulement 1 à 2% du PIB dans l'économie verte, on pourrait parvenir à un modèle agricole viable, capable de soutenir la croissance. Toutes ces conclusions sont longuement détaillées dans le rapport, elles sont incontestables.

À quand la mise en marche de politiques? «À Rio, en 2012, j'espère que l'agriculture sera au cœur des débats!»

le bon sens. Il faut aussi dialoguer avec celui qui vend, les circuits courts sont à privilégier. D'où provient, comment et qui a produit le bien consommé? Il faut imposer à la grande distribution d'apporter ces précisions.»

Enfin, au niveau du prix, les externalités sociales et environnementales des coûts de l'agriculture ne sont pas suffi-

samment prises en compte: «Les prix ne reflètent pas les effets sur le climat des émissions de CO₂ liées au produit ou celui des pertes d'emploi, beaucoup reste à faire à ce niveau-là aussi...» ■

Propos recueillis par Charline Cauchie

Accord possible ou pari raté ?

► Un article de Jacob Kotcho

Depuis huit ans, les pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) et l'Union européenne (UE) sont engagés dans la négociation d'un accord de partenariat économique (APE), dont l'objectif est de remplacer les préférences commerciales non réciproques dont ont bénéficié les pays ACP, depuis 1975, pour l'accès au marché européen, par un régime compatible avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les négociations qui auraient dû s'achever le 31 décembre 2007 sont loin de se terminer. Les points de divergence persistent.

Comment justifier l'enlisement du processus de négociation de l'APE ? En d'autres termes, l'APE est-il la meilleure alternative au régime de préférences tarifaires non réciproques ? L'APE conçu comme un accord de libre-échange peut-il réussir le pari de combiner le démantèlement des barrières tarifaires et la promotion des objectifs de développement des pays ACP ?

ciiale entre les pays ACP et l'UE, dont l'APE sera le nouveau cadre réglementaire, a pour objectif l'insertion harmonieuse des pays ACP dans l'économie mondiale. À cet effet, elle vise le renforcement des capacités commerciales, de production et d'approvisionnement des pays ACP (i), le renforcement des capacités des pays ACP à attirer des investissements (ii), la création d'une nouvelle dynamique d'échanges entre les parties (iii), le renforcement des politiques commerciales et d'investissement des pays ACP (iv), et l'amélioration des capacités des pays ACP de régler les questions liées au commerce (v). Cette coopération se fonde sur un partenariat véritable, stratégique et renforcé, ainsi que sur les initiatives d'intégration régionales des pays ACP.

**L'UE et les pays ACP
sont obligés
d'abandonner leur
solidarité historique sur
l'autel de l'OMC.**

Jacob Kotcho

est le secrétaire exécutif de Centre pour l'intégration régionale et le développement en Afrique centrale (Cirdac). Dans cet article, il évalue les modalités et les structures de négociation de l'APE en Afrique, et analyse les conditions critiques de la prise en compte de la dimension développement dans l'APE.

Au mois de juillet 2010, 36 pays ACP avaient signé ou paraphé un APE intérimaire ou final avec l'UE. Seule la région Caraïbes sur les six régions constituées pour la négociation de l'APE a signé un accord complet. En Afrique, 16 pays ont paraphé ou signé un APE avec l'UE. Aussi bien en Afrique qu'au niveau ACP, les négociations se poursuivent pour parvenir à des « accords régionaux complets prenant en compte les intérêts bien compris de toutes les parties ». Pourtant, les nombreuses divergences qui persistent sur le plan technique entre les équipes de négociation, ne donnent pas à présager objectivement d'une conclusion imminente des négociations.

Des objectifs difficiles à concrétiser

Selon l'article 34 de l'Accord de Cotonou¹, la coopération économique et commer-

Pour atteindre cet objectif, les pays ACP et l'UE se sont accordés politiquement pour que l'APE comporte deux volets. Un volet dédié à la réforme du régime commercial, pour le rendre compatible aux règles de l'OMC, et un volet consacré au développement. Dans tous les cas, le traitement spécial et différencié en faveur des pays ACP est le principe de base qui doit guider la négociation de l'APE.

C'est donc la formulation d'un accord qui cadre avec les engagements de principe rappelés ci-dessus qui pose un obstacle à la conclusion des négociations. Les parties ne parviennent pas à s'accorder sur les modalités de libéralisation de leurs échanges commerciaux, de compensation pour les ACP², des pertes potentielles qui seront générées par la libéralisation,

1 : Commission européenne, Accord de partenariat ACP-CE, Communautés européennes, 2007, p.39

2 : Voir encadré page 26, pour les simulations de pertes liées à l'APE pour le cas du Cameroun.



Manifestation anti-APE au Burkina-Faso.

de renforcement des capacités productives et de mise à niveau des économies des pays ACP, et de promotion de l'intégration régionale.

Pourquoi un consensus est aussi difficile à trouver sur des modalités de mise en œuvre des principes communément admis? Un aspect de la réponse à cette question réside dans les fondements du régionalisme.

Depuis la fin de la guerre froide³, l'on assiste à une prolifération d'accords commerciaux régionaux (ACR)⁴. Analyser l'évolution de l'APE, qui est un ACR, permet d'observer ces nouvelles dynamiques régionales. La négociation de l'APE montre que le régionalisme, dans le contexte de la mondialisation, est un moyen de décentralisation des pouvoirs pour les pays puissants, une conséquence de l'érosion des alliances historiques après la fin de la guerre froide, et une réponse à l'émergence de nouvelles forces économiques. Les conflits d'intérêts qui émergent avec les puissances émergentes, comme la Chine, l'Inde et le Brésil sont une des raisons fondamentales de la difficulté à conclure l'APE dans la plupart des régions. Comment cela se traduit-il dans les faits?

3 : Zaki (L.), Un monde privé de sens, Paris, Hachette Littératures, Édition 2001, pp. 207 - 217

4 : Selon l'OMC, 285 accords commerciaux régionaux étaient en vigueur dans le monde en 2010.

Espace de décentralisation des pouvoirs

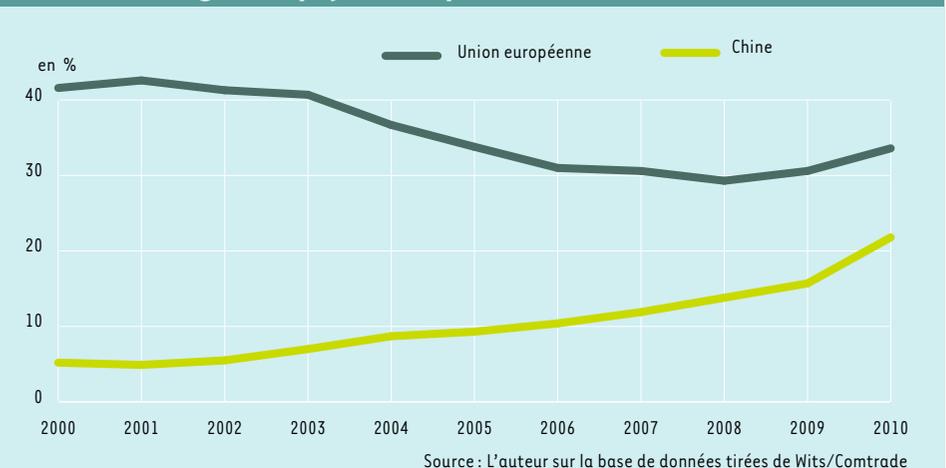
L'APE sert visiblement, comme tous les ACR regroupant les pays développés et les pays sous-développés, d'espace de renforcement de la vulnérabilité des pays pauvres en vue de leur faire accepter ce qu'ils parviennent à refuser sur le plan

nistériel de Cancún (2003) et les pays ACP avaient convenu, par souci de cohérence, de ne pas les intégrer dans l'agenda de négociation de l'APE. Il en est de même de l'introduction du commerce des services dans l'agenda de l'APE. Ces concessions ont été obtenues au prix des pressions actionnées en faisant jouer le levier de l'aide européenne (le FED) et des influences politiques.

Conséquence de l'érosion des solidarités historiques

L'APE est le premier accord de coopération véritablement négocié entre les pays ACP et l'UE. Les accords de coopération successifs qui ont précédé l'APE étaient le fruit d'offres unilatérales de l'UE sur une base discrétionnaire. L'évolution du contexte mondial a déstabilisé cette architecture de la coopération. Les préférences tarifaires réciproques qu'offrait l'UE aux pays ACP, par solidarité, sont devenues désuètes avec l'avènement de l'OMC. Les droits de douane imposés à la banane des pays d'Amérique latine pour l'accès au marché européen, dont les pays ACP étaient exemptés, ont été jugés discriminatoires par l'organe de règle-

Évolution de la part du commerce de la Chine et de l'Union européenne dans les échanges des pays d'Afrique sub-saharienne



multilatéral. L'introduction des thèmes de Singapour (investissement, facilitation des échanges, concurrence, etc.) dans l'agenda de négociation de l'APE en est l'illustration parfaite.

En effet, ces nouvelles thématiques avaient été rejetées par les pays en développement lors de la Conférence mi-

ment des différends de l'OMC. En conséquence, l'UE et les pays ACP sont obligés d'abandonner leur solidarité historique sur l'autel du nouvel ordre du commerce international.

Ainsi, le 15 décembre 2009, un accord sur la banane est trouvé entre l'UE et les pays d'Amérique latine (77,5% de banane

APE : sources de pertes de recettes pour les pays africains ?

Une des contraintes à la conclusion des négociations de l'APE est la difficulté à trouver un consensus sur les modalités de compensation de recettes liées à l'APE. De nombreuses études d'impacts ont été réalisées. Elles aboutissent presque toutes à la même conclusion. Les pays ACP pourraient faire face une érosion importante de leurs recettes douanières à la suite de l'APE.

À titre d'exemple, analysons le cas du Cameroun, qui a signé le 15 janvier 2009 un accord d'étape avec l'UE. Cet accord prévoit un démantèlement tarifaire de 80 % des importations du Cameroun en provenance de l'UE sur une période de 15 ans.

Une évaluation faite par un groupe d'experts du ministère des Finances du Cameroun montre que la mise en œuvre de cet accord pourrait entraîner des pertes se chiffrant à 129 milliards de francs CFA (environ 194 millions d'euros) de recettes fisca-

lo-douanières entre 2010 et 2023.

D'autre part, l'harmonisation des tarifs douaniers, pour les aligner sur les tarifs de la RDC et Sao Tome & Principe, entraînerait pour le Cameroun, une perte totale estimée à 105 milliards FCFA dont 38 milliards FCFA sur les produits d'origine UE, et 67 milliards FCFA sur les produits des pays tiers. La question qui se pose est de savoir comment financer ces réformes indispensables.

exportée en UE contre 6,7 % pour le Cameroun) en vue de baisser les droits de douane de 176\$/t à 148\$/t puis 114\$/t à l'échéance de 2017, entraînant une érosion de la préférence dont bénéficiait le Cameroun.

Réponse à l'émergence de nouvelles forces économiques

Le monde d'après la guerre froide n'est pas un monde unipolaire comme on aurait pu l'imaginer. L'émergence de nouvelles forces économiques représente une menace pour les intérêts des anciennes puissances coloniales des pays africains. Les positions commerciales de l'UE se trouvent ainsi menacées en Afrique, et les pays du continent noir ont désormais une offre de partenariat diversifiée. La Chine, l'Inde, le Brésil et la Corée occupent des parts de plus en plus croissantes sur les marchés africains et sont des contributeurs de plus en plus importants de l'aide publique au développement sur le continent. De 2,6 % en 1996, la part de la Chine dans les échanges des pays d'Afrique subsaharienne est passée à 21,8 % en 2010.

Dans un tel contexte, et sans en faire un tabou, l'UE envisage de faire de l'APE un instrument de protection de ses positions dominantes sur le marché africain. D'où l'acharnement de l'UE à introduire dans

l'APE, une « Clause de la nation la plus favorisée » qui lui garantirait d'office les avantages commerciaux offerts aux pays émergents.

Espace d'expression des incohérences internes aux pays Africains

Au-delà du conflit d'intérêts que nous avons analysé, l'enlisement de la négociation de l'APE est aussi la résultante de nombreuses incohérences internes aux régions ACP. Nous en énumérerons quelques-unes.

L'absence de vision stratégique est la principale incohérence. Dans tous les cas de figures, les configurations de négociation de l'APE en Afrique sont en conflit direct avec les espaces d'intégration régionale mis en place dans le plan de construction de l'Union africaine (UA). Cette situation ne peut pas être imputée uniquement à l'UE. D'autre part, la signature en rang dispersé des accords intérimaires, par certains pays du continent, au mépris des règles régissant les unions douanières auxquelles ils appartiennent, témoigne de cette absence de vision stratégique.

Un autre niveau d'incohérence qu'on peut relever est l'absence de politiques commerciales internes (nationales et

communautaires) servant de socle à l'élaboration des positions de négociation. Comme corollaire à cette situation, on observe des divergences dans les positions adoptées à l'OMC et dans l'APE.

Enfin, et sans être exhaustif, on peut relever pêle-mêle : l'incapacité des pays d'Afrique centrale à financer sur leurs propres budgets les frais de prise en charge de leurs équipes de négociation (ceux-ci sont supportés par l'UE); les divergences de position entre les équipes de négociation techniques et politiques; l'engagement des Pays moins avancés (PMA) dans des négociations pour lesquelles ils n'ont pas de capacités suffisantes; etc.

Que faire ?

Il convient de dégager les conditions critiques pouvant garantir l'atteinte, à travers l'APE, des objectifs de développement prévus dans l'accord de Cotonou.

Sur le plan politique, il est indispensable que l'APE s'inscrive dans le projet de construction de l'intégration africaine. À ce titre, il convient de trouver un moyen de réconcilier les regroupements de négociations de l'APE avec les communautés économiques régionales mises en place par l'UA. D'autre part, les APE d'étape signés par les pays individuels ne doivent pas être mis en œuvre. La conclusion des accords régionaux est la seule option envisageable, si l'on veut promouvoir l'intégration régionale.

Sur le plan économique, l'application du traitement spécial et différencié est une exigence incompressible. Il s'agit de prendre en compte la différence de niveau de développement entre l'UE et les pays ACP. De même, des mesures de renforcement des capacités des secteurs productifs des pays ACP et de mise à niveau de leurs économies doivent être envisagées, et leur mise en œuvre doit être couplée à un démantèlement tarifaire.

Sur le plan légal et juridique, les dispositions de l'APE doivent être compatibles à la fois avec le cadre juridique de l'OMC et le cadre réglementaire des processus d'intégration régionale en Afrique. ■



La Belgique doit concrétiser ses engagements

À l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, la Coalition contre la faim, qui regroupe une vingtaine d'organisations soutenant l'agriculture et les organisations paysannes dans les pays du Sud, a organisé le 19 octobre 2011, une rencontre avec les parlementaires fédéraux centrée sur la politique menée par la Belgique pour lutter contre la faim.

Si, en ce qui concerne les résolutions sur l'accaparement des terres, la Coalition s'est félicitée des orientations adoptées, elle a cependant mis en évidence des avancées à concrétiser dans la lutte contre la spéculation sur les produits agricoles :

- La séparation nette entre les activités des acteurs du secteur alimentaire et celles de la finance (banques, assurances, fonds de pension, fonds spéculatifs).
- Le rétablissement des outils de régulation de l'offre de produits agricoles tels que les stocks à la ferme et les stocks publics nationaux et régionaux, les quotas et les contingentements.
- Des politiques agricoles qui assurent les revenus des producteurs agricoles au travers de prix stables et rémunérateurs tant au Sud qu'au Nord.

Plus d'info : www.jma2011.be

Personne de contact : Jean-Jacques Grodent
jig@sosfaim.org



La démocratie respectée au sein du CSA ?

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) est chargé, au sein du système des Nations unies, de l'examen et du suivi des politiques en matière de sécurité alimentaire mondiale. Ce comité a été réformé à partir de 2008 (voir Défis Sud n° 98 de décembre 2010) afin de devenir la plus importante plateforme internationale et intergouvernementale sur la sécurité alimentaire, incluant parmi ses membres des organisations de la société civile (OSC). Mais lors de sa 37^e session à Rome, du 17 au 22 octobre 2011, les OSC membres ont exprimé leur mécontentement et ont annoncé qu'elles quitteraient les négociations sur les politiques à adopter en matière de volatilité des prix agricoles, si leurs points de vue et analyses sur la question continuent d'être systématiquement marginalisés. Les OSC déclarent ressentir la même frustration dans les négociations concernant les agrocarburants. Elles affirment que les mécanismes de décision au sein du CSA servent de plus en plus exclusivement à entériner le plan d'action du G20, qui apporte de mauvaises réponses à la lutte contre la volatilité des prix agricoles.

Pour plus d'informations, contactez Thierry Kesteloot, d'Oxfam-Solidarité : tke@oxfam-sol.be

À qui appartient la terre au Sénégal ?



La cession de 20 000 hectares de terre à des investisseurs italiens, sans véritable consultation des populations, a provoqué une explosion de colère, le mercredi 26 octobre 2011, dans la communauté rurale de Fanaye, dans la vallée du fleuve Sénégal. Des affrontements ont fait une vingtaine de blessés.

Depuis plusieurs mois, les habitants s'opposent à ce projet italien d'investissement dans le biocarburant. Les autorités locales ont négocié l'attribution de 20 000 hectares, soit le tiers de toutes les terres cultivables de la communauté rurale.

Le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR) du Sénégal a exprimé sa profonde tristesse suite aux événements survenus à Fanaye. Le CNCR appelle l'État et les collectivités locales qui ont la charge de la gestion du foncier à éviter les décisions non concertées pouvant entraîner la dis corde au sein des populations rurales.

Le CNCR souligne qu'il travaille actuellement à l'actualisation des propositions des exploitations agricoles familiales sur la question foncière, en prenant soin d'y associer les élus locaux, les parlementaires et les services techniques de l'État.

Pour plus d'infos, contactez François Cajot : fca@sosfaim.org

2^e CARREFOUR PAYSAN

Kinshasa, Kabinda Center, du 20 au 22 octobre 2011

Carrefour paysan en RDC

Du 20 au 22 octobre 2011, 272 délégués mandatés par leur organisation paysanne, se sont réunis à Kinshasa à l'occasion du 2^e Carrefour paysan pour débattre de la question centrale : « Paysans, où sommes-nous, où allons-nous ? ».

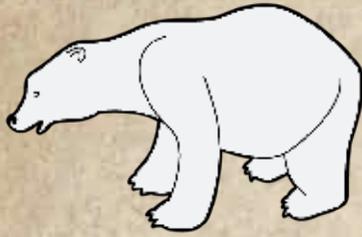
Cette rencontre a fait l'objet d'une déclaration qui opère un état des lieux de la situation nationale du monde paysan et de l'agriculture.

La sécurité foncière, la professionnalisation, la planification des marchés, l'im-

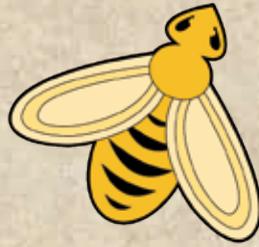
mense potentiel agricole du pays étaient au centre des préoccupations de ce Carrefour paysan. Il a, entre autres, été demandé au président de la République et au gouvernement de promulguer la « Loi portant principes fondamentaux relatifs au secteur agricole » avant le début de la campagne électorale, ainsi que de respecter l'engagement de la RDC dans le cadre de l'Accord de Maputo, en réservant progressivement au moins 10 % du budget national au secteur agricole.

Durant ce Carrefour paysan, les participants se sont dotés d'une organisation interlocutrice avec les autorités. Ils ont créé la Cnapac – la Confédération nationale des producteurs agricoles du Congo. La mission de la Cnapac se résume comme suit : « Représenter et défendre, au niveau national et international, les intérêts des producteurs agricoles congolais pour permettre à ces derniers de participer pleinement à la vie socioéconomique, culturelle et politique dans la société, et de s'y épanouir. »

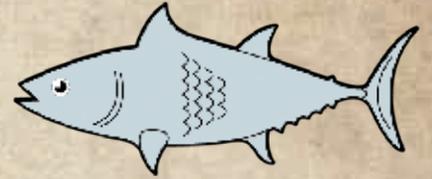
ESPÈCES EN VOIE DE DISPARITION



L'ours polaire



L'abeille



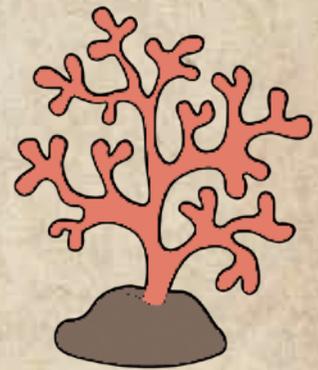
Le thon



Le chêne liège



Les semences paysannes



Le corail



Carlos,
producteur de café



Aminata,
productrice de coton



Chantal,
productrice de maïs

L'agriculture paysanne, une solution! Chaque année plus de 50 millions de paysans disparaissent au Nord comme au Sud. Si les changements climatiques leur rendent la vie plus difficile, c'est surtout le manque de soutien qui les menace. Et pourtant, dans le contexte actuel de crise environnementale, ils font partie de la solution.

Avec les paysans, défendons une agriculture paysanne durable! www.sosfaim.org



**AGIR
AVEC LE SUD**